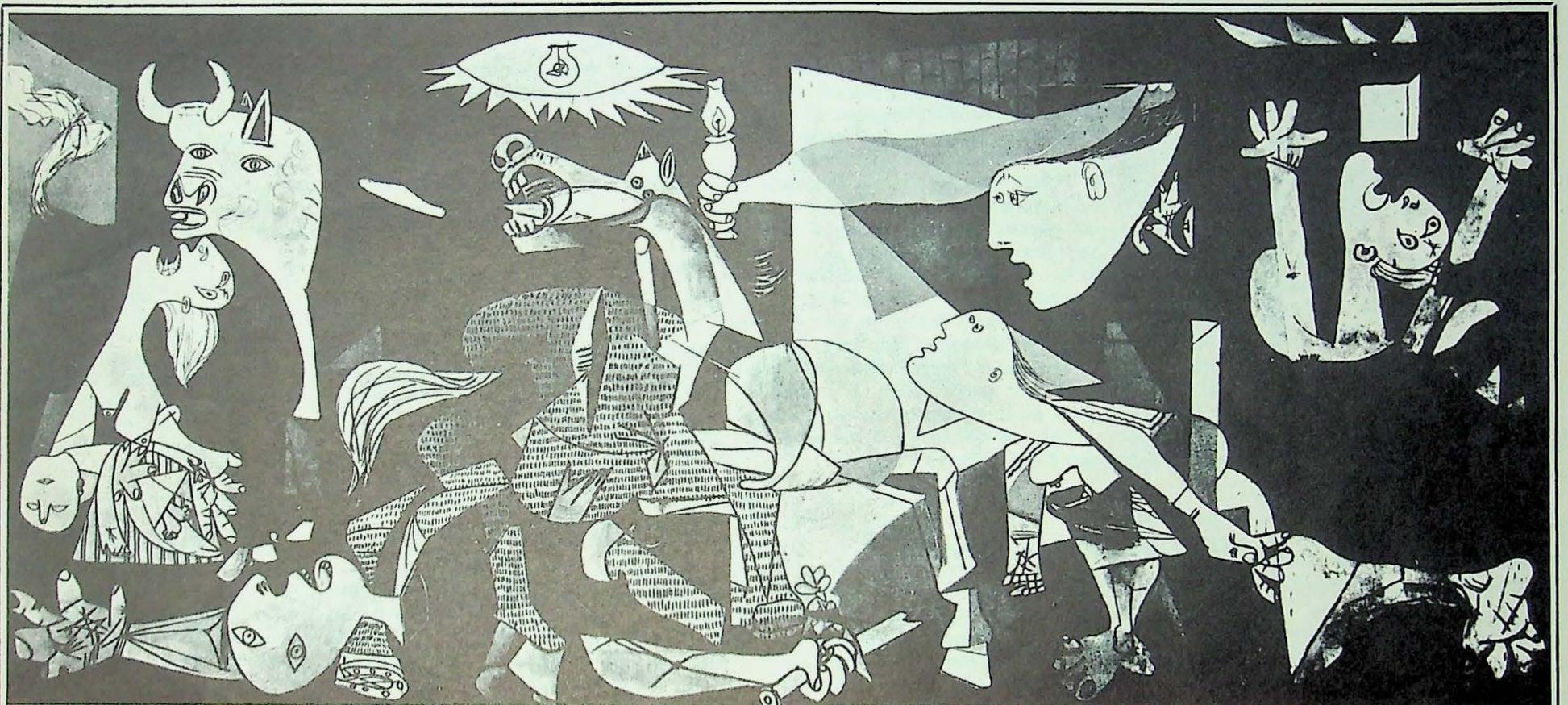


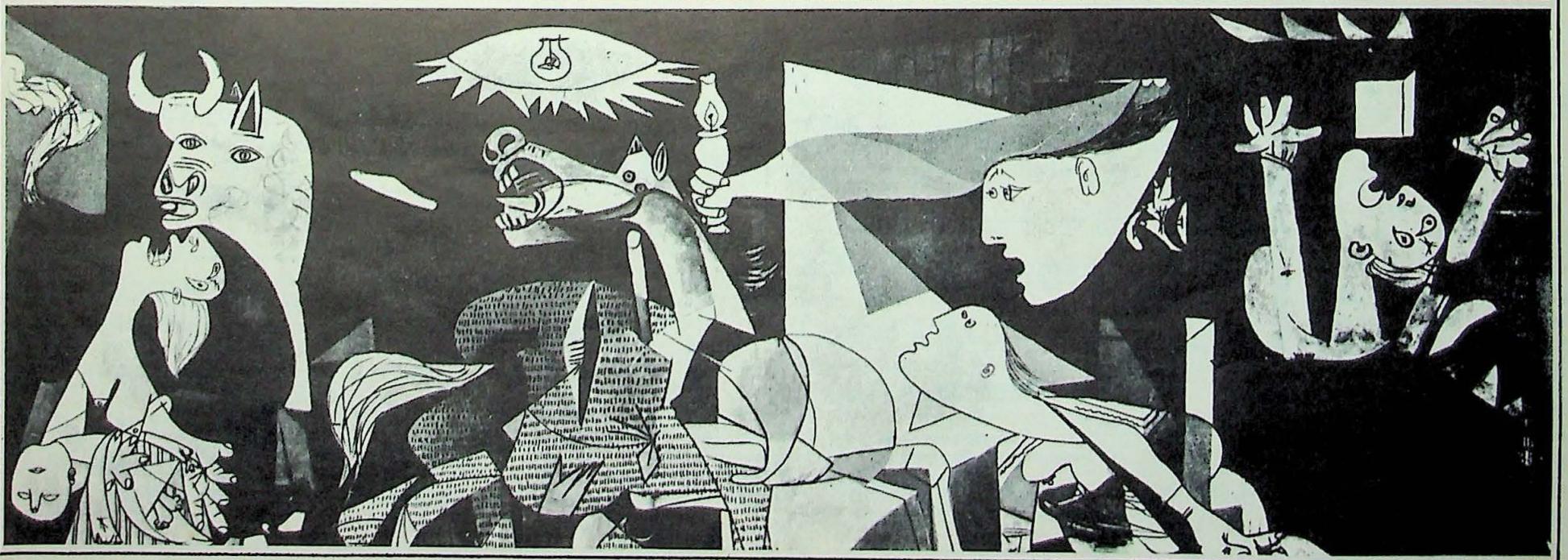
tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 476, 1,50 F
JEUDI 10 DECEMBRE 1970



Gora Euzkadi ta askatasuna !



Palestine

Les gouvernements arabes multiplient leurs efforts pour aboutir à leur unité; dans le même temps, le territoire du Yémen du Sud est continuellement violé, enfin les Israéliens poursuivent leur colonisation des territoires occupés. Qu'est-ce qui relie ces différents éléments ? La réponse de Henry Rosengart est simple : l'encerclement de la révolution palestinienne est devenu l'objectif premier de tous les Etats réactionnaires. (Page 16.)

Enfants inadaptés

Chaque année, en France, 22.000 enfants meurent à la naissance, 40.000 naissent handicapés. Mais ce n'est pas la fatalité qu'il faut accuser. C'est ce qu'explique Camille Rolland, éducatrice spécialisée. (Page 10.)

Assemblées ouvriers-paysans

La rédaction de « Tribune » avait pris les moyens nécessaires pour être présente dans les différentes assemblées qui se sont tenues le week-end dernier. Grâce aux informations ainsi recueillies, Rémy Grillault a pu établir une première synthèse de ces débats particulièrement riches. (Page 6.)

"A armes égales"

Dans une lettre adressée aux réalisateurs de l'émission, notre correspondante, Renée Maier, de Bruxelles, attire leur attention sur le choix des partenaires. Elle note que pour la dernière émission, Françoise Giroux et M. Foyer étaient singulièrement complices d'une même hypocrisie. « De précédents Armes Egales ont prouvé qu'il existe des personnalités de la vie politique et syndicale qui ont des choses fondamentalement différentes à s'opposer. Evidemment, il y a aussi le piège tendu par ceux qui affirment avec force leur attachement indéfectible aux principes de gauche, mais les ignorent ou les renient en d'autres circonstances. Opposer l'un d'eux dans un débat avec un représentant de la tendance conservatrice ou réactionnaire, c'est manifestement courir le risque de débordements, de confusion ou d'ennui. »

"Assemblées régionales ouvriers-paysans" (Daniel Le Diuron à Mitry-Mory - 77)

Après avoir dit que la décision de la D.P.N. du P.S.U. concernant la formation d'assemblées régionales ouvriers-paysans était « remarquable à plus d'un titre », notre camarade fait des propositions concrètes : « La constitution d'assemblées ouvriers-paysans pour élaborer des projets de programme est un excellent début, mais pourquoi ne pas aller plus loin ? Pourquoi, dans un schéma directif, mais souple, synthétisant ces projets à l'échelon national, ne pas créer de véritables programmes d'action régionaux axés sur les conditions, les possibilités, les particularités locales ? Pourquoi ne pas concevoir une stratégie socialiste révolutionnaire diversifiée en tactiques régionales ? La première occasion pourrait être les Municipales, pour lesquelles un des éléments de la stratégie du P.S.U. consiste en la création de municipalités populaires. Mais au lieu de chercher à conclure un accord national avec les forces qui partagent ces propositions (P.C.F., groupes révolutionnaires) comme l'indique le communiqué du B.N. du 18-8-70, pourquoi ne pas chercher aussi bien à conclure des accords régionaux avec des formations régionales à convictions socialistes. En Bretagne où le P.S.U. est fortement implanté, par endroits, pourquoi ne pas rechercher la formation de municipalités populaires avec l'Union Démocratique Bretonne par exemple. De même avec des militants régionalistes, mais aussi socialistes d'Occitanie, de Corse ou d'autres régions éventuellement. Après avoir été le premier parti socialiste à faire appel à des militants autres que les siens pour définir son programme, à demander à certains de ses membres de s'écarter pour un temps de la définition de son programme, le P.S.U. laissera-t-il à d'autres la première place pour la définition d'une stratégie révolutionnaire socialiste à diversifications tactiques régionales ? »

"La Réunion" (M. Cadierques - Paris-18^e)

Revenant de la Réunion où il a effectué 16 mois de coopération, notre camarade pense qu'il est grave que la presse ne parle des territoires d'Outre-Mer qu'à propos de scandales (les avortements dans une clinique de la Réunion). Il existe de vrais problèmes dans tous ces pays (Guyane, Antilles, Polynésie) où le combat contre le colonialisme est rendu plus difficile du fait de la forme qui lui est donnée dans le pays. Pour conserver ces îles, nécessaires à la présence française dans le monde, tout est bon ; la Réunion, ce n'est pas l'Inde, les bidonvilles, la pauvreté ; on fait en sorte qu'une bonne minorité soit grassement payée et que le reste ne meure pas de faim — et en même temps on pratique une œuvre d'assimilation : dans les écoles, l'enseignement du français prend l'allure la plus rétrograde, il donne aux enfants la honte de leur langage créole et de leurs coutumes.

Ce sont toutes ces choses et aussi la fraude électorale, l'envoi en France des fonctionnaires créoles trop à gauche que la presse devrait dénoncer.

Le n° de T.S. sur de Gaulle

Notre camarade Maurice Jacquier (Fédération de la Sarthe) résume l'opinion de nombreux lecteurs : et note « on vous a assez engueulés dans les Fédé, lorsque « T.S. » avait un caractère trop intellectuel, pour que l'on vous dise que depuis plusieurs mois vous avez pris le bon tournant et que ce numéro est magistral. Rien d'aussi clair, sur l'homme, ses méthodes, son destin, son utilisation par la bourgeoisie n'a été écrit encore. »

Éditions du P.S.U.

PACTE ATLANTIQUE
ET
IMPERIALISME

L'exemplaire : 1,50 F
Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire
EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi -
PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

Petite annonce

Préparateur en pharmacie
cherche emploi région mar-
seillaise. Ecrire J.C. Le
Boulch - 20-GHISONACCIA

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Be-
ley, André Bielany, Gilbert
Chantaire, Michèle Descol-
longes, Gérard Féran, Jacques
Ferlus, Jacqueline Giraud,
Christian Guerche, Gilbert
Hercet, Jean Morel, Dominique
Nores, Lucien Saintonge, Ber-
nard Sizaire.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
27 000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

ÊTES-VOUS FIANCÉE A
UN MARIN GREC OU A
UN PILOTE DE LIGNE ?

Drôle de jeu

Georges Gontcharoff

C'est au printemps dernier que le P.S.U. et le P.C.F. ont ouvert une discussion exploratoire sur les possibilités de dégager entre les deux partis les perspectives d'un accord solide. Cette discussion porte sur les perspectives d'action commune immédiate, la stratégie de prise du pouvoir et la construction du socialisme en France. Un quatrième groupe de discussion devait aborder le problème des élections municipales.

Le cadre général de ce dernier débat est nettement fixé, pour nous, par le texte de notre Conseil National de Rouen, en juin dernier.

Il ne serait pas tellement utile d'y revenir en détail si les déclarations récentes de Georges Marchais et du P.C.F. ne posaient des problèmes supplémentaires sur lesquels il est nécessaire que nous nous expliquions.

Nous avons maintes fois répété que les élections ne constituaient pas, pour un parti comme le nôtre, une fin en soi, mais l'occasion d'une double bataille politique : celle que nous avons à mener contre le régime capitaliste et l'Etat centralisé qui en est l'expression, et celle que nous avons à mener au sein de ce que l'on s'obstine à nommer « la gauche » contre toutes les formes de compromissions avec la réaction, réformisme ancien ou nouveau, concessions social-démocrates, neutralités étroitement gestionnaires, prétendu apolitisme...

Nous sommes prêts à nous allier, sans exclusive, avec tous ceux qui partagent cette double perspective offensive et qui, de plus s'accordent avec nous sur les termes d'une plate-forme politique commune et sur les règles démocratiques de fonctionnement des éventuelles coalitions.

Cet axe implique deux conséquences.

Nous avons affirmé que nous ne pouvions nous contenter de faire de la gestion — fût-elle « moderne » —, sans abandonner ce qui fait l'essentiel de notre combat : l'action populaire de masse faisant éclater aux yeux de tous l'impuissance du régime capitaliste à assurer le minimum de vie décente aux travailleurs ; cette action déborde les structures officielles et entre parfois en conflit avec les routines et le souci de « bonne » gestion des municipalités ouvrières. Nous ne faisons pas des communes le centre principal de nos luttes et le combat principal continue de se dérouler sur les lieux de production où se situe l'exploitation fondamentale. Mais nous n'admettons pas pour autant qu'il y ait rupture, sinon contradiction, entre l'action politique générale qui se voudrait anticapitaliste et antigouvernementale et l'action des municipalités qui se résigneraient à être simplement gestionnaires, c'est-à-dire complices actives ou passives des carences de l'Etat, distributrices de sa pénurie, bonnes gérantes du capitalisme... Il n'y a pas les partis qui font de la politique d'un côté et les élus qui font de la gestion de l'autre.

Assignons aux municipalités un autre rôle : celui de devenir des centres de soutien des luttes populaires contre cette irruption de l'affairisme dans le cadre de vie. Cette volonté implique qu'à certains moments, compte tenu du rapport

de forces et de la mobilisation de la population, un Conseil municipal ose poser des actes inassimilables, inacceptables par le système, sorte d'un strict légalisme, attaque de front les limites administratives, techniques, financières qu'il rencontre...

Il ne s'agit pas là le moins du monde de « pouvoir municipal » comme le dit le P.C.F., mais bien au contraire de l'utilisation permanente de tous les moyens conquis par le mouvement ouvrier, « y compris les moyens légaux » pour mobiliser les masses contre le système capitaliste. Avant les propos intempestifs de Georges Marchais, il nous semblait que nous avions été au moins partiellement compris. Aujourd'hui le problème se repose avec autant d'acuité qu'au commencement de nos

Précisions

De nombreux camarades communistes, dont certains occupent des responsabilités importantes, se sont émus de la lettre publiée dans « T.S. » du 3 décembre 1970 sous le titre « Le point de vue d'un communiste » et qui avait pour objectif de répondre à la série d'articles d'Alain Guérin sur le gauchisme. On nous a fait remarquer que Francette Lazard, rédactrice en chef de « France Nouvelle », n'avait pas de banquiers parmi ses ascendants et qu'il n'était pas habituel de mettre en question les personnes dans les polémiques entre organisations qui entendent lutter pour le socialisme. Pour notre part, nous sommes tout à fait prêts à admettre qu'on ne saurait tirer de toute attitude passée d'un militant ou d'un responsable une conclusion sur ce qu'il est dans le présent et sur ce qu'il sera dans l'avenir. Un jugement politique sur Georges Marchais, secrétaire général adjoint du P.C.F., par exemple, ne saurait se fonder sur son comportement antérieur, en tant que jeune homme, mais bien, sur ce qu'il dit et fait aujourd'hui.

Toutefois, comment nos camarades communistes ne se rendent-ils pas compte qu'ils réagissent à des procédés qu'ils emploient eux-mêmes en virtuoses. Les articles d'Alain Guérin sur « quelques aspects singuliers du gauchisme » ont beaucoup de défauts, mais particulièrement de faire porter la suspicion sur des courants ou sur des personnes, en fonction de leur origine sociale ou des propos qu'ils ont pu tenir à tel ou tel moment. La lettre était précisément une démonstration par l'absurde (voir les références à la famille Marx) du caractère inadmissible de telles méthodes. Pour notre part nous n'avons pas l'intention de mener la lutte idéologique sur ce terrain, pas plus que nous n'avons l'intention de faire comme ces jeunes communistes qui ont agressé un militant P.S.U., Alain Rist, ancien membre du bureau de l'U.N.E.F., lors de la manifestation unitaire pour les militants basques de l'E.T.A.

conversations comme si le Secrétaire Général adjoint du P.C. avait voulu effacer de quelques formules le travail de plusieurs semaines de négociations.

La seconde conséquence concerne les limites de l'alliance. Selon nous, celles-ci ne sauraient être établies par un quelconque *a priori*. La question du rôle des municipalités se pose d'abord à ceux qui se réclament du socialisme, c'est-à-dire à ceux qui prétendent vouloir renverser le système capitaliste et l'Etat qu'il s'est donné. Dans notre esprit, les perspectives de l'alliance étaient ainsi ouvertes à tous les militants, membres ou non d'un parti organisé, qui acceptaient publiquement de partager les objectifs, la plate-forme et les modes internes de relations démocratiques que nous fixerions.

Le cadre de ce programme est suffisamment rigoureux pour exclure aussi bien ceux pour qui l'accession aux postes municipaux n'est que l'occasion de manifester des capacités gestionnaires que ceux qui n'y verraient qu'une plate-forme d'agitation incohérente et sans liens avec la population.

Les exclusives de G. Marchais, exclusives sans contenu politique, appuyées sur des procès d'intention que les développements récents de la répression nous avaient semblé avoir levés, ne tendent à rien de moins que de mettre en question les progrès accomplis.

Et le choix du Havre, la plus grande des villes où P.C. et P.S.U. participent en commun à la gestion municipale, rend ces propos encore plus provocateurs. S'agissait-il pour lui de condamner l'attitude de nos élus havrais, arrêtés par la police pour avoir concrètement engagé l'action contre la répression ?

Est-il sérieux, dans cette ville du Havre, où le Parti Socialiste a toujours fait front avec toute la réaction « contre le communisme », dans ce département de Seine-Maritime où la section « socialiste » de Rouen engage des pourparlers avec un Lecanuet qui proclame sa volonté de « faire des alliances tous azimuts contre le communisme », de reprendre le couplet du « Parti Socialiste, allié privilégié et choyé » ? Est-il sérieux, alors que nul n'ignore qu'il n'y aura PAS d'accord national entre le P.S. et le P.C. et que la plus grande partie des élus de ces partis ont déjà reconduit ou innové des alliances avec la droite ou le centre, de faire croire à un « progrès » dans la réalisation d'un accord politique de fond.

Nous avons, pour notre part, la naïveté de croire que les actes importent plus que les paroles et que le test de la volonté socialiste des élus du Nouveau Parti était précisément leur rejet des coalitions électorales sans principe !

Pour notre part, nous souhaitons que ces problèmes soient traités sérieusement et avec un esprit de responsabilité. Au Parti Communiste de dire si ce sont là ses intentions. □

Dernière heure !

A la lecture de « L'Humanité » de ce mercredi matin, on peut se poser une dernière question : le Parti communiste voulait-il vraiment négocier ?



J.J.-S.S. : pour combien de temps...

Gérard Féran

Un grand homme vient de mourir. Il avait consacré toute sa vie à redonner à la France son unité nationale. Grâce à un parti fort, majoritaire et constamment au pouvoir, il avait donné à la République son assise institutionnelle. Mais la mort impitoyable frappe aussi les Grands de ce monde... Il arrive même qu'elle les frappe deux fois ! Tel est le triste sort réservé aujourd'hui... à Georges Clemenceau.

Ce n'est donc pas sans amertume que les radicaux ont mis fin à leur passé pour se réserver la possibilité d'un avenir. Et ils ont trouvé chez leurs collègues de la majorité, notamment ce bon Sanguinetti un croque-mort à leur mesure : « Ce qui se passe à Wagram, s'est-il écrié, est très grave. Le Parti radical — celui de Clemenceau, qui pendant cinquante ans fut le défenseur de l'unité française — envisage que les régions s'érigent en entités, ce qui constitue un précédent lourd de conséquences ». Et d'ajouter menaçant : « On se demande si le gouvernement n'est pas en droit d'intenter contre celui qui émet de telles propositions, une action pour atteinte à la sûreté de l'Etat ». Et voilà. Gageons que Geismar va bientôt avoir un compagnon de détention inattendu en la personne du camarade Jean-Jacques. Pas de quartier pour les ennemis du régime !

Le brave trésorier

Voici donc les radicaux désespérés : ils mettent à mort leur père. On risque d'attaquer en justice leur idole. Cher Jean-Jacques, que de foyers radicaux auras-tu troublés pendant ton passage au parti valloisien ; combien de cœurs simples et fidèles auras-tu bouleversés en les contraignant à la démission. Ainsi ce brave trésorier Gérard Bérard-Quelin qui criait encore « Vive le radicalisme », en étant déjà attaché au poteau d'exécution.

Aie donc au moins le triomphe modeste. Et prends garde que demain Wagram ne devienne Waterloo. Car à y regarder de près tu n'es l'homme de la situation que pour quelque temps seulement.

D'un côté, en effet, un parti qui ne t'accepte que parce qu'il agonise. Attention au malade ingrat qui rejette le médecin qui l'a fait revenir à la vie.

De l'autre des gens sérieux, peu connus, mais efficaces. Des gens qui préfèrent te laisser jouer les vedettes et qui ont besoin d'un instrument politique pour arriver à leurs fins. Des gens qui pensent, Jean-Jacques, et qui pensent bien... du moins pour le capitalisme. Sur l'Etat par exemple.

Peu leur importe au fond tes grands discours sur l'éloignement du citoyen. Par contre ils ont découvert quelque chose de beaucoup plus important : que dans

l'évolution du capitalisme moderne, l'Etat national, l'Etat des petits pays européens du moins, allait vite s'avérer impuissant à assurer le contrôle et la régulation du système économique. Pour assurer sa domination, la bourgeoisie n'a pas seulement besoin d'un appareil de répression. Elle a besoin aussi d'éviter le pire quand les contradictions économiques deviennent trop fortes. Et pour ce faire il faudra bien qu'elle s'aperçoive que les micro-appareils étatiques de l'Europe occidentale seront impuissants à les résoudre. Et resteront désarmés devant la formidable emprise américaine...

Cette pensée-là elle est juste. Derrière l'habillage idéologique du « Pouvoir plus près de tous » il y a la découverte infiniment plus importante que l'Etat national français ne correspondra plus demain aux exigences d'une bourgeoisie qui n'est patriote que quand cela lui convient.

Des belles phrases et des larmes

Voilà ce qui s'annonçait samedi et dimanche derniers au 69^e Congrès du Parti radical. Et si le vrai débat n'a pas eu lieu, c'est qu'il ne pouvait avoir lieu là. Seuls peuvent l'avoir en effet ceux qui pensent les intérêts de la bourgeoisie française, et qui, aujourd'hui tirent les ficelles

● Communiqué

Le Bureau National du P.S.U. qui se félicitait des progrès réalisés dans la discussion des problèmes de fond entre le P.S.U. et le P.C.F., mais qui avait aussi enregistré les importantes divergences qui subsistent entre les deux partis, a respecté jusqu'ici la discrétion des pourparlers. Il s'étonne des conditions dans lesquelles le camarade Georges Marchais, Secrétaire général adjoint du P.C.F., a été amené au Havre, le 3 décembre 1970, à faire état des discussions en cours dans des termes qui ne correspondent pas à la réalité et préjugent au demeurant des résultats de celles-ci.

Le P.S.U. regrette sincèrement cette initiative malheureuse qui rend comme à plaisir plus difficile encore la réalisation de l'unité des forces ouvrières et progressistes. □

Le 4 décembre 1970

● Secours Rouge

Nos camarades de « Lutte ouvrière » se sont émus d'une interview à « L'Internationale » de J. Chaintron, membre du comité d'initiative du « Secours Rouge » qui les mettait en cause à propos d'un meeting à Bordeaux. Nous leur donnons volontiers acte qu'ils n'ont pas cherché à utiliser à leur profit et à des fins électoralistes le sigle du « Secours Rouge ».

de l'économie nationale, qu'ils soient au gouvernement ou à la tête des principales entreprises. Avec les radicaux il ne pouvait y avoir qu'échange de grandes phrases, toutes plus formelles les unes que les autres, car ceux qui les prononçaient sont depuis longtemps réduits à l'impuissance. Qu'importe les larmes de M. Perrin voyant dans les propositions du secrétaire général « la fin de la France ». Qu'importe « l'attachement charnel » que M. Brousse voue à notre cher pays. Tout cela était dérisoire au même titre que les phrases pompeuses de Servan-Schreiber lui-même prétendant « réconcilier l'espoir de la jeunesse avec la politique ». La question est ailleurs. C'est celle de la nature de l'Etat dans l'évolution actuelle du capitalisme.

A travers le débat sur la régionalisation, c'est ce problème qui fut posé par tout un courant de la bourgeoisie française. Un courant qui a besoin d'instruments politiques et qui les trouve là où il peut en utilisant le cadavre politique du radicalisme. Une force faible, mais intelligente parce qu'elle a mesuré mieux que quiconque dans la bourgeoisie la crise du néo-capitalisme. Trop intelligente même pour ne pas se rendre compte un jour que c'est d'hommes politiques, et non de vedettes de music-hall, dont elle a besoin pour réussir. □

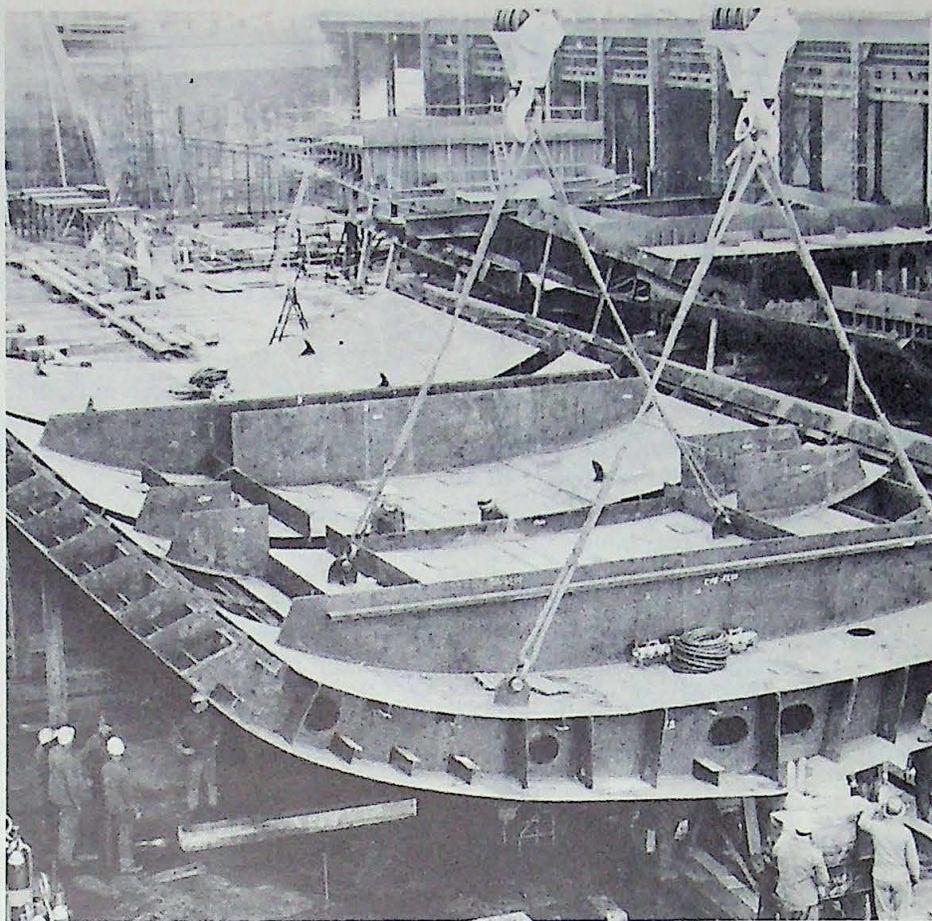
● Le légionnaire

« Si vous ne marchez pas droit, je vous prendrai dans mon bureau et je vous ferai ce que je faisais à mes légionnaires ! » C'est ainsi que M. Coulon, patron de la SOPEL à Blanzay, parlait à ses ouvriers. Le 31 août dernier il licencie un travailleur. Celui-ci le prévient qu'il va entamer une procédure pour demander sa réintégration. M. Coulon applique sa théorie de la légion et frappe l'ouvrier.

Le Tribunal vient de condamner ce patron de combat à 500 F de dommages et 400 F d'amende. A la sortie du Tribunal il a jeté à son ex-ouvrier : « Vos 500 F, je m'en fous, il y a longtemps que je les ai récupérés depuis votre départ ». Cela est vrai et montre bien que justice n'a pas été rendue.

● Chantiers navals

Les travailleurs des chantiers du Trait (Seine-Maritime) ont fait grève 24 heures. On annonce la fermeture de leur entreprise pour le 1^{er} avril prochain et personne ne semble s'inquiéter de ce qu'ils deviendront. Ils sont 450.



AFP



Collombert

● Salines de l'Est

Après six jours de grève aux Salines de Varangeville, les travailleurs obtiennent 2 % d'augmentation, diverses primes et la réduction de la durée du travail.

● Alsthom

120 travailleurs de l'usine Alsthom de Saint-Ouen mènent une lutte très dure : grève de plus de huit jours. Salaires et conditions de travail sont les deux revendications mises en avant.

● S.N.C.F.

La grève des cheminots du Service exploitation de Valence, le 30 novembre dernier, est une manifestation du malaise actuel à la S.N.C.F. Un peu partout les travailleurs ont envie de bouger. Affaire à suivre.

● Uniprix

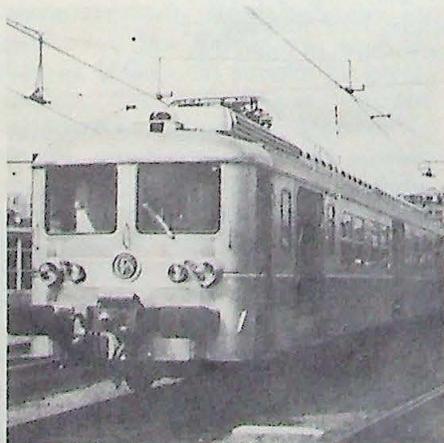
Nouvelle action dans les grands magasins. A l'Uniprix d'Issy-les-Moulineaux, les 30 vendeurs du rayon alimentation se sont mis en grève pour obtenir un salaire de 1.000 F par mois.

● Le Havre

On a décidé qu'un poste de nuit serait désormais supprimé sur les remorqueurs. Deux officiers-mécaniciens ont refusé d'embarquer dans ces conditions. Ils ont également refusé de se présenter devant la commission de discipline. Par solidarité les autres officiers-mécaniciens se sont mis en grève.

● L.T.T. Lannion

Pour obtenir des salaires identiques à ceux de la région parisienne le personnel mensuel de l'usine L.T.T. s'est mis en grève. Les 500 ouvriers horaires font des grèves tournantes.



ADNP

● Sarthe

10.000 travailleurs ont manifesté le 2 décembre dernier au Mans. En un an le chômage a progressé de 71 % dans le département. Huit entreprises ont fermé leur porte, il y a eu plus de 1.000 licenciements. Le chômage partiel devient pratique courante notamment chez Renault.

● Citroën

La C.F.D.T., tout comme la C.G.T., n'est pas implantée à l'usine Citroën de Metz. Le 4 décembre dernier quelques militants syndicaux se sont présentés à la porte de l'usine pour une distribution de tracts. Quelques minutes plus tard ils étaient arrosés par les lances à incendie puis chargés par des gens de la C.F.T. maniant des pulvérisateurs à suie.

Après avoir protesté auprès de la préfecture, la C.F.D.T. a fait une deuxième distribution de tracts dans la même journée sans être inquiétée.

● Nancy

Un pâtissier du Prisunic de Nancy a été licencié sans préavis. Motif : faute professionnelle. En réalité, ce travailleur devait devenir prochainement délégué du personnel. Conséquence : les employés du magasin se sont mis en grève.

Sur le front des luttes

Les assemblées ouvriers-paysans

Remy Grillault

L'expérience pouvait paraître téméraire. Il n'est pas facile pour un parti de tenir des assemblées ouvriers-paysans ayant pour but d'élaborer les grandes lignes d'un programme d'action pour la période présente, car il n'y a guère de précédents dans l'histoire du mouvement ouvrier français. En effet, la politique a presque toujours été l'affaire des spécialistes et les difficultés matérielles ne manquaient pas (délais très courts, informations souvent insuffisantes). Pourtant les premières assemblées qui se sont tenues à Airan, près de Caen ; à Clairemarais, près de Lille ; à Levallois, à Sochaux, à Mourenx, à Castres, ont été des succès. Les participants dont le nombre a en général dépassé les prévisions (il y a eu dans plusieurs assemblées jusqu'à 30 % de camarades qui n'étaient pas membres du P.S.U.) ont pu discuter sans entraves de tous les sujets qui leur tenaient à cœur. Dans la plupart des cas les débats avaient été préparés par des journées fédérales, par des travaux de commissions, et de ce fait les participants n'en sont pas restés à des discours généraux. Voici quelques impressions recueillies par des militants lors de ces assemblées.

L'assemblée ouvriers-paysans du Sud-Ouest (de Mourenx)

La commission « industrie » de l'assemblée s'est appuyée sur les expériences des travailleurs de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, de TOTAL, des entreprises moyennes du bâtiment, des cheminots de Tarbes, de Bayonne, pour aborder les problèmes régionaux (chômage, mutations industrielles) et ceux de l'action pour le contrôle ouvrier dont les prolongements politiques apparaissent maintenant plus clairement. Les assemblées générales du personnel ont été comprises dans cette optique comme un moyen privilégié d'intervention, comme l'instrument démocratique permettant à la base de s'exprimer, et de surmonter les résistances des syndicats souvent incapables de comprendre les capacités de mobilisation qui existent dans les entreprises. En même temps les militants présents ont insisté sur la nécessité d'un travail continu prenant en compte les « petits problèmes », les questions les plus modestes, car la prise de conscience des thèmes les plus généraux commence justement dans les découvertes qu'on fait à partir du combat quotidien. Ils ont par ailleurs constaté que dans la région le P.C.F. avait une présence moins directement politique dans les entreprises et qu'il se retranchait de plus en plus derrière la C.G.T., pour faire passer ses mots d'ordre, ce qui entraîne évidemment des difficultés dans l'action des délégués du personnel.

L'assemblée ouvriers-paysans de Franche-Comté

Les délégués étaient venus de toutes les grosses entreprises de la région, et plus particulièrement des usines Peugeot. Ils furent rejoints par des paysans engagés dans la lutte anti-capitaliste et opposés dans leur syndicat à la

ligne réformiste. L'assemblée pour un début était vraiment représentative des combats de classe de la Franche-Comté.

Les débats, toujours sérieux, furent consacrés pour une bonne part aux grèves et aux actions de refus des cadences aux usines Lip, Rhodiacta, Perrin, Polyfibres. Ils se firent l'écho également de la colère grandissante des travailleurs de Peugeot (Sochaux et Vesoul) et des combats paysans les plus récents. Les participants qui ont ainsi fait œuvre politique, sont bien décidés à garder la parole.

L'assemblée ouvriers-paysans du Nord-Picardie

En abordant les luttes ouvrières l'assemblée a mis l'accent sur la question de la hiérarchie. Comme l'a dit un camarade : « Il faut écraser la hiérarchie pour abattre le pouvoir patronal et montrer ce que sera le socialisme. » C'est dans cette perspective qu'ont été replacées la lutte sur les salaires, la lutte contre les conditions de travail et contre les cadences, la lutte pour l'embauche et l'emploi, la lutte contre la surexploitation des travailleurs immigrés et intérimaires. Les participants ont dit avec force qu'il fallait développer l'information collective et abattre les cloisons qui s'opposent à une prise de conscience plus développée.

Dans la discussion sur les problèmes paysans, il est apparu nécessaire aux militants que le parti creuse la notion de sécurité de l'emploi par rapport à la pseudo-sécurité que procure la propriété privée du sol, ce qui pose la question du contrôle de l'outil de travail. En outre, la liaison des luttes paysannes et ouvrières a été abordée sous l'angle des rapports entre producteurs paysans, coopératives et entreprises industrielles.

Après avoir étudié les luttes dans le cadre de vie, l'assemblée s'est préoccupée de la transformation du parti. Elle a critiqué l'expression extérieure du parti (ses organes de presse en particulier) en estimant qu'ouvriers et paysans n'y avaient pas encore trouvé leur place. Elle a noté également le rôle très marginal des femmes dans l'organisation malgré leur nombre et l'inadaptation des structures locales du parti aux luttes concrètes.

L'assemblée fédérale ouvriers-paysans à Castres

Deux groupes de travail ont été constitués, lors de cette assemblée. Le premier s'est occupé des revendications ouvrières sur les lieux de production. Le second, auquel participaient les paysans, devait aborder les problèmes du cadre de vie, mais a surtout en fait abordé les problèmes des petits producteurs. La discussion a essentiellement porté sur les problèmes de rémunération. Le problème de l'information à sens unique a été soulevé. Enfin l'importance des nouvelles formes de lutte contre l'exploitation accrue a été soulignée : luttes pour la disparition des primes-sucettes et pour la réduction

des cadences, qui commencent à se développer dans certaines entreprises du département.

Les petits exploitants agricoles ont expliqué leurs problèmes. La concurrence élimine chaque année nombre d'entre eux. La politique de soutien des prix avantage essentiellement les plus favorisés comme les gros producteurs de céréales de la Beauce. Le paysan du Tarn, de la région de Réalmont, qui possède une vingtaine d'hectares, a le choix entre pratiquer l'élevage intensif, mais cela suppose beaucoup de main-d'œuvre, ou bien faire de l'extensif, mais cela exige davantage de terres qui coûtent cher. Le système capitaliste aboutit à l'élimination d'un grand nombre de producteurs appelés à devenir des ouvriers aux bas salaires.

Les tentatives des agriculteurs par delà les vieilles habitudes individualistes pour regrouper leurs efforts : agriculture de groupe, C.U.M.A. sont limitées. Elles dépendent à la fois de la pression et de l'organisation des agriculteurs, mais aussi des lois impitoyables du système capitaliste. Les coopératives ont tendance à être annexées par le capitalisme.

L'assemblée ouvriers-paysans de la région parisienne

Les militants rassemblés à Levallois ont accompli un énorme travail et ont voté des textes sur l'État, l'agriculture, le commerce, le cadre de vie, la fonction publique, après avoir examiné concrètement le développement des luttes. A l'issue de leurs travaux ils ont adopté une motion qui synthétise assez bien les aspirations de la plupart et qui déclare entre autres :

Nous demandons :

— Qu'un délégué de chaque assemblée régionale participe à la rédaction du texte de synthèse issu des différentes assemblées.

— Que pour la préparation du Congrès de juin 1971, le même processus soit reconduit en donnant au moins deux mois de délai de travail aux assemblées.

— Que jusqu'au prochain Conseil National, un camarade par assemblée régionale participe à titre consultatif aux travaux de la D.P.N.

— Que soit mis à l'ordre du jour du Congrès, une réforme des statuts du parti qui permette progressivement aux travailleurs du parti d'en assurer la direction politique effective.

En conséquence, l'assemblée régionale de la région parisienne décide d'élire sept membres chargés de nous représenter et d'organiser la poursuite du travail engagé à l'occasion de la préparation de cette assemblée. □

● Un débat sur les luttes ouvrières et paysannes a lieu le vendredi 18 décembre 1970 à 21 heures à l'école des garçons, rue de la Reine-Henriette, 92-Colombes. Avec la participation de B. Lambert et A. Barjonet.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir
de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Velizy

Les salariés paient

Anne-Marie Lefranc

Le Plan Calcul se porte mal et la France risque fort de n'être jamais « à l'heure de l'informatique ».

Le Plan Calcul est né en 1966 dans le cerveau du général de Gaulle. Le département d'Etat américain venait de s'opposer à la livraison d'un super-ordinateur, le Control Data 6.600, à la direction des applications militaires du C.E.A. (Commissariat à l'Energie atomique). Puisque c'est comme ça, décide le Général, la France fabriquera ses ordinateurs.

Quelques années plus tôt, elle avait encore quelque chance d'y parvenir : la Société française Bull avait bien démarré. Mais elle avait des difficultés financières, et, sans souci de l'indépendance, le même général de Gaulle l'avait laissée se vendre à la General Electric.

En 1966 on repart à zéro. A grand renfort de crédits une société se crée : la C.I.I. : Compagnie Internationale pour l'Informatique. Plusieurs entreprises sont parties prenantes de la C.I.I. : Thomson-Houston, C.S.F., Schneider, la Compagnie des Compteurs.

Valse hésitation

Parallèlement à la C.I.I., qui doit fabriquer les ordinateurs, on crée une société, la SPERAC pour fabriquer les « périphériques », c'est-à-dire les machines d'entrée et de sortie des informations que doit traiter l'ordinateur. La SPERAC, filiale de la Société des Compteurs et de Thomson, s'installe à Velizy. Venant de la Société des Compteurs (Montrouge, Massy) ou de la Thomson (Gennevilliers, Sartrouville), les salariés de la SPERAC doivent déménager. Puis, cette année, en mai, la SPERAC est absorbée par la C.I.I.

Et finalement, le 30 octobre dernier, la direction de la C.I.I. annonce la suppression de la « Division Périphérique ». Pour la plupart des 550 salariés de Velizy cela signifie le licenciement. Pour les autres, une mutation aux Clayes-sous-Bois. Un nouveau déménagement.

Deux milliards gaspillés

La France renoncerait-elle à l'indépendance en matière d'informatique ? Déjà la C.I.I. a passé des accords avec le groupe américain Control Data et avec le groupe

anglais International Computer Limited : installée à Bruxelles, une société commune International Data coordonnera les activités des trois groupes.

Cette tentative d'indépendance avortée aura coûté cher, en pure perte : la seule usine de Velizy, qui va être fermée, a coûté 2 milliards à l'Etat qui l'a offerte « clefs en main » à la C.I.I.

Tant pis pour les contribuables qui ont payé le Plan Calcul. Tant pis pour les travailleurs qui lui ont consacré quatre années. L'heure n'est plus à l'indépendance, mais à la fraternisation avec les firmes américaines. Et comme au bon vieux temps du servage les travailleurs « vendus » de Thomson à la SPERAC puis de la SPERAC à la C.I.I., passeront demain entre les mains d'un nouveau patron. Ou au chômage.

Ils ont choisi la lutte. A l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., les travailleurs de Velizy ont déjà mené deux mouvements de grève. Et le 24 novembre, à bord d'une cinquantaine de voitures, ils ont parcouru Velizy et Meudon, en arborant des banderoles : « Plan Calcul, plan des trusts », « Non aux cessations d'activités ». □

Toulouse

Les dessous de la concertation

Jean-Yves Romo

Le 21 octobre dernier, la direction de la S.N.I.A. (Société Nationale d'Industrie Aéronautique) signait avec les dirigeants de F.O. et de la C.G.C. un accord de participation. Le volumineux dossier justificatif de cet accord n'est qu'un recueil des avantages déjà acquis par des années de lutte ! Mais pour la direction il a surtout pour but d'obtenir une certaine paix sociale sous le couvert des contrats de progrès. Cette paix sociale est nécessaire au moment où l'on réalise des projets aussi importants que l'« Airbus » ou le « Concorde » ! Au moment aussi où l'on s'apprête à muter 3 à 5.000 travailleurs de la région parisienne à Toulouse ! Au moment où une vaste réorganisation va entraîner bon nombre de licenciements.

Ce « contrat de progrès » ne fut guère du goût des travailleurs qui

répondant aux mots d'ordre de la C.G.T. et de la C.F.D.T. (garantie du 13^e mois, réduction du temps de travail, défense du pouvoir d'achat) menèrent de nombreuses grèves et manifestations durant tout le mois d'octobre. Malgré le désaveu de nombreux militants de F.O., ce syndicat a signé l'accord. La direction a ainsi pu commencer une politique répressive, sous la couverture de cette signature. Elle avait reculé devant les risques de conflit. (Ainsi elle réintégra un délégué C.F.D.T. menacé de licenciement.) Elle contre-attaque aujourd'hui :

- amputations sur le « boni », mutations, mesures de rétorsion sur le temps de délégation ;
- brimades vis-à-vis de la promotion des ingénieurs et cadres qui ont participé à la lutte (on

les pénalise ainsi de choisir le camp de la classe ouvrière) ;

- entraves aux droits syndicaux ! interdiction dans la cantine de délégués venus des autres usines de la S.N.I.A.

Cette contre-offensive du patronat contre ceux qui ont refusé la concertation révèle l'enjeu des luttes syndicales actuelles : Ou l'intégration ou l'intensification de la lutte de classe des ouvriers avec l'appui des autres couches de salariés. A la S.N.I.A., la lutte contre la concertation s'est appuyée sur des revendications ressenties par les travailleurs. Sans aller jusqu'aux assemblées du personnel, la riposte a été organisée sur les lieux de travail (par ateliers) et elle a incité les 5.300 employés de la S.N.I.A. à la vigilance contre la répression patronale et les discussions autour du tapis vert. □

Les héritiers veulent tout

Luc Jamati

Le groupe textile « Les héritiers de Georges Perrin », dont le siège est à Cornimont (Vosges) connaît actuellement des luttes auxquelles ses dirigeants patronaux n'étaient pas habitués.

Le groupe comprend sept usines : Villersexel, Saint-Loup et Saint-Germain (Haute-Saône) ; Cornimont, Rochesson et Charmes (Vosges) ; en Alsace enfin, Walbach. Il produit différentes toiles naturelles. Les patrons ont laissé certaines installations dans un état de vétusté parfois extrême : récemment à Villersexel, un début d'incendie a été arrêté de justesse par les travailleurs. Une modernisation partielle est en cours, mais elle n'améliorera pas pour autant les conditions de travail ; on annonce dès maintenant que les investissements devront être amortis par la réduction des temps. La société, pourtant, réalise de coquets béné-

fices : 420 millions d'anciens francs en 1969 ! Tandis que les ouvriers, peu spécialisés, gagnent en moyenne 5 F de l'heure, les dix plus hauts cadres de la boîte se partagent par an 84 millions d'anciens francs d'émoluments.

Les refus du patronat

Le 5 novembre dernier, les délégués syndicaux de Villersexel (C.G.T.) et de Cornimont (C.F.D.T.) sont allés, en complète unité de vues, présenter à la direction les revendications traduisant le mécontentement des travailleurs et travailleuses de la maison. Ce sont, dans l'ordre d'importance voulu par les organisations syndicales : une heure mensuelle d'information payée pour tous ; une augmentation uniforme de 0 F 60 de l'heure sur tous les salaires ; l'amélioration

de l'accord de mensualisation actuellement à l'étude ; la garantie de l'emploi.

Que « ses » travailleurs exigent une heure par mois pour mieux comprendre comment on les exploite et discuter entre eux des meilleurs moyens de combattre ; que « ses » travailleurs songent sérieusement à s'organiser, c'était plus que la direction paternaliste n'en pouvait supporter ! Pensez ! une maison où rien ne bougeait (en apparence) depuis mai 68 ! On signifia aux délégués le refus catégorique de la plate-forme revendicative dans sa totalité, et « non parce qu'on ne pouvait pas la satisfaire, mais parce qu'on ne voulait pas négocier avec les organisations syndicales ». C'était net !

On veut briser la combativité ouvrière

C'était si net que le mot d'ordre de grève, immédiatement lancé, fut suivi à 100 % à Cornimont et à Villersexel. La direction alors, semble s'inquiéter et annonce une réunion de conciliation pour le 10 novembre à Epinal. Les syndicats demandent aux travailleurs de suspendre la grève pour montrer aux patrons leur volonté de négocier. Ont-ils pris ce geste pour de la faiblesse ? Toujours est-il que, le 10 novembre, leur position est identique à celle du 5 : même arrogance, même volonté de briser la combativité ouvrière naissante chez Perrin. Dès que ce nouveau refus patronal est connu, c'est l'effet contraire qui est obtenu : le mouvement repart de plus belle. Unanime ? Il ne serait pas exact de le dire. Grâce aux méthodes paternalistes en usage dans la maison, certains travailleurs, même parmi les syndiqués, hésitent à nuire à sa « bonne marche ». Mais d'autres, même parmi les non-syndiqués, se rendent compte que la patience n'est pas un bon moyen pour faire céder le patron, encore moins s'il croit pouvoir rester, comme c'est le cas de celui des « héritiers de Georges Perrin », le seigneur de l'entreprise ne tolérant même pas des syndicats qui veulent négocier avec lui.

Au nom de la liberté du travail

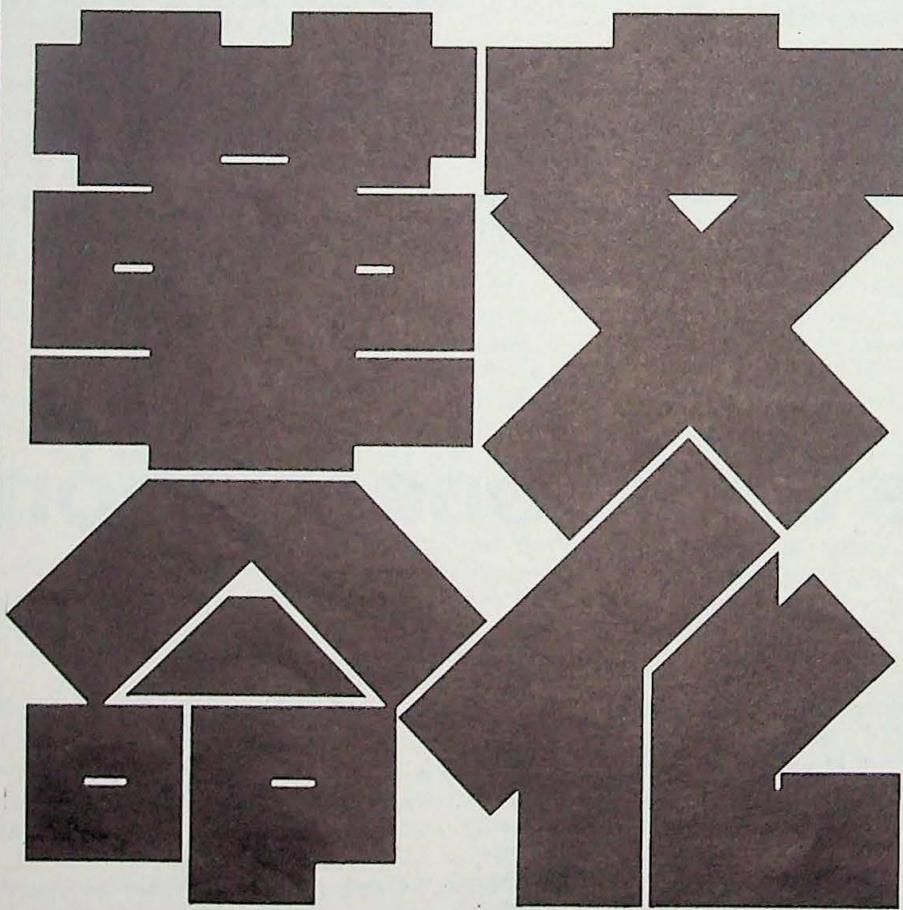
Bref, après le 10 novembre, le mouvement se durcit. Au cours d'une assemblée d'information, une majorité de travailleurs de Villersexel opte pour la grève illimitée, et les piquets de grève installés le lendemain convainquent de nom-

breux ouvriers et ouvrières (plus de la moitié du personnel est féminin) de participer au mouvement. Avec Cornimont, Charmes, Rochesson, Walbach entrent dans la lutte. Cependant, à Saint-Germain et à Saint-Loup (où le directeur en personne joue les gros bras à la porte de son usine), la grève échoue. Le 23 novembre, c'est le point culminant de ce mouvement : de toutes les usines en grève, les femmes, plus sensibilisées encore que les hommes devant l'intransigeance de la direction, partent en délégation pour Cornimont. Une nouvelle fois, on manifeste aux travailleurs, dont on utilise la force, le mépris qu'on a de leurs besoins et de leurs préoccupations. Cette fois le cynisme de ces messieurs fait exploser la colère. A Cornimont, les travailleurs bloquent la centrale électrique de l'entreprise, tout en respectant la sécurité et le matériel. A Villersexel, au retour de Cornimont, les piquets de grève se renforcent. La garde mobile fait son apparition, tandis que le conseil municipal de Villersexel, au nom de la « liberté du travail », s'emploie à affaiblir le mouvement. Après l'échec d'une nouvelle réunion de « conciliation » ayant eu lieu à Paris, un meeting à Cornimont, le 28 novembre, réunit des représentants de toutes les usines en grève, qui se prononcent à bulletins secrets, par 91 voix sur 121, pour la poursuite de la grève.

La lutte continue

Cependant à Villersexel, le 29 novembre, la reprise du travail a été décidée pour le 2 décembre. A partir de cette date, les travailleurs continueront la lutte sous d'autres formes, notamment la pratique de grèves tournantes et l'envoi de délégations auprès de la direction. Sans se démobiliser, les travailleurs de chez Georges Perrin n'en sont qu'au début de la prise de conscience de leur force collective, des obstacles qu'ils ont à surmonter, notamment parmi eux, pour qu'elle leur amène des succès contre l'employeur qui les exploite. Rien n'est fini chez « Les héritiers de G. Perrin ». La réunion paritaire du textile, le 22 décembre, sera une date importante. Mais, même après cette date, ils auront à tirer les enseignements d'une lutte acharnée non seulement pour leur droit à survivre mais aussi pour leur droit à la responsabilité de leur travail. La direction de Perrin craint encore plus, ils l'ont bien vu, de lâcher une miette de son pouvoir que quelques sous. C'est pourtant ce pouvoir, du moins sur le cerveau de ses salariés, qui en a pris un coup ces jours-ci. □

commandez dès maintenant le numéro 5



DICTATURE DU PROLETARIAT EN CHINE ? PRIMAT DU POLITIQUE ET LUTTE IDEOLOGIQUE . LE PARTI ET LES MASSES . LA REVOLUTION CULTURELLE ET NOUS

QUE FAIRE

CAHIERS DU CENTRE D'ETUDES ET D'INITIATIVE REVOLUTIONNAIRE No 5 NOVEMBRE 1970 PRIX 5 F

Abonnements (1 an) 6 nos 28 F, de soutien à partir de 50 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre de «Que Faire» CCP La Source 31.56897, 71 rue Dulong Paris 17e

Mille jeunes travailleurs contre Peugeot

Jacques Ferlus

Dans la nuit du 2 au 3 décembre dernier il s'est passé de drôles de choses du côté de Sochaux. Des jeunes ont investi les domiciles de messieurs-très-bien qui sont les responsables des foyers de jeunes travailleurs fréquentés par les ouvriers de chez Peugeot. Un des responsables de ces foyers, prévenu de ce qui allait lui arriver, a pu faire appel aux forces de police qui se sont rassemblées sous les fenêtres de son domicile. Les jeunes manifestants ne sont heureusement pas tombés dans cette provocation. Car c'est bel et bien une provocation. Les dirigeants des foyers, tout comme la direction de chez Peugeot, incapables d'accéder à la revendication des jeunes, s'efforcent de déclencher la violence qui permettrait de mater tous ces « agités » et de faire endosser la responsabilité par quelques soi-disant gauchistes.

Les choses ne sont pas si simples. Ce mouvement spontané des jeunes devient peu à peu une lutte de toutes les familles de travailleurs de chez Peugeot.

Tout a commencé il y a bientôt trois semaines et depuis, on a découvert chaque jour un peu plus quel sort on pouvait réserver aux jeunes travailleurs.

Plutôt que le pays de Montbéliard, il vaudrait mieux dire le pays de Peugeot. Dans toute la région cette entreprise impose sa loi. La main-d'œuvre locale ne suffisant pas, Peugeot recrute à travers toute la France des jeunes en quête d'emploi. Il devient si difficile de trouver du travail que la réussite est complète.

Ces jeunes n'étant pas des Nord-Africains ou des Portugais, il est nécessaire de prendre des gants pour les exploiter tout aussi bien que les immigrés. Peugeot, entreprise « sociale », a donc créé trois foyers de jeunes travailleurs dont la gestion est assurée par l'A.L.T.M. (Association pour le Logement, les Loisirs et la Culture des Jeunes travailleurs du Pays de Montbéliard). Sous cette étiquette

pompeuse, il n'y a finalement qu'une organisation patronale chargée de distribuer avec parcimonie la ration quotidienne de nourriture et de sommeil.

634 francs par mois

Mille cinquante jeunes travailleurs logent dans ces foyers. Ils doivent obligatoirement payer une pension mensuelle de 360 F. Si on ajoute les petits déjeuners, les repas supplémentaires (il n'y en a que 25 dans le prix de base de pension), les casse-croûtes et les boissons, le prix peut atteindre 634 F. Le jeune travailleur à la chaîne chez Peugeot gagne 1.100 à 1.200 F par mois. Belle entreprise sociale !

L'entreprise est propriétaire des foyers dont elle a confié la gestion à deux sociétés immobilières qui louent les locaux à l'A.L.T.M. Celle-ci verse annuellement environ cinq millions de francs de loyer. C'est une magnifique organisation qui permet à Peugeot de récupérer une bonne part des salaires versés. Ce système est à peu près identique à celui que pratiquent les impérialistes en Amérique latine vis-à-vis des travailleurs de ces pays.

L'A.L.T.M. est une association régie par la loi de 1901. Elle est dirigée par un conseil d'administration dans lequel Peugeot détient la majorité. On s'est même débrouillé pour donner la présidence au directeur de la société immobilière. Ce qui fait que celle-ci est tout à la fois propriétaire et locataire pour son meilleur profit et sa tranquillité. Bien entendu les jeunes travailleurs sont représentés par deux d'entre eux, choisis parmi les « collaborateurs » du type C.F.T.

Dodo à 10 heures

« Tout résident qui porte préjudice moral ou matériel à l'association en est exclu. » Cette phrase du règlement intérieur permet de faire régner l'ordre dans les foyers. Même après avoir donné le plus gros de leur journée au patronat, les jeunes travailleurs ne sont pas assurés de connaître la tranquillité, encore moins la liberté.

Veulent-ils recevoir des amis, les visiteurs sont sévèrement contrôlés par les « animateurs » du foyer. L'entrée des parents est elle-même surveillée, le jeune ne peut les recevoir que dans le hall d'entrée. Comme dans les casernes. Encore que dans celles-ci se pratiquent maintenant des « opérations portes ouvertes »...

Ces foyers qui sont aussi, paraît-il, des centres culturels, ne tolèrent aucune réunion ou toute autre forme d'expression. Les activités politiques ou syndicales sont sévèrement réprimées.

Et lorsque sonnent 22 heures : tout le monde au dodo ! Il ne s'agit pas de s'endormir sur la chaîne le lendemain.

Quinze grammes de beurre

De telles pratiques devaient forcément conduire à des affrontements. Le 19 novembre dernier, un jeune travailleur est exclu pour avoir « volé » un quart de vin. Aussitôt ses camarades se révoltent sur la qualité médiocre des repas facturés 7,20 F l'unité. Ils décident de boycotter les restaurants. Ils réussissent : 90 % des résidents suivent le mot d'ordre.

La direction réagit en fermant les restaurants. Ce lock-out est présenté à la presse comme une grève du personnel « qui ne peut plus assurer son service ». Aux jeunes travailleurs on propose le choix suivant : augmentation du prix des repas ou licenciement des femmes de ménage. Magnifique tentative de division de la classe ouvrière que le comité des résidents refuse. Il organise la lutte qui reçoit le soutien des cités ouvrières de la région.

De son côté le conseil d'administration prend des décisions : la pension est augmentée de 10 francs, 15 grammes supplémentaires de beurre sont accordés, huit expulsions sur une liste noire de trente et un noms sont décidées. L'ensemble est voté par tout le monde, y compris par les représentants des résidents. Les jeunes travailleurs contraignent ces derniers à démissionner. Face à la direction il n'y a plus désormais qu'un seul interlocuteur : le comité de grève mis en place par les jeunes.

Ce comité de grève organise la lutte au jour le jour, en cachette, le soir après 23 heures, pour déjouer les manœuvres des « flics » maison.

Vingt-huit ans sans eau chaude

Le 24 novembre, les jeunes travailleurs portent le conflit dans la rue. Une délégation se rend à la sous-préfecture. Le sous-préfet refuse d'abord de les recevoir. Mais ils sont maintenant 350 sous les fenêtres qui claquent : « Les jeunes en ont marre ! » En bon paternaliste le sous-préfet leur déclare : « J'ai attendu 28 ans pour avoir de l'eau chaude. Ne vous plaignez pas trop. » Les jeunes travailleurs ne se laissent pas impressionner et répliquent : « Dans les foyers c'est la Grèce. » Ils quittent le représentant du gouvernement, ils savent qu'ils n'ont rien à espérer de lui.

Les restaurants sont toujours fermés. Le comité de grève organise l'alimentation avec l'appui de la population. On mange à sa faim.

Le 28 novembre un grand meeting est organisé. Les organisations syndicales et politiques soutiennent activement les jeunes. De nombreux travailleurs de chez Peugeot sont là avec les jeunes. Ils crient : « Nous sommes tous des expulsés ! ».

Mille possibilités de répression

L'important maintenant est de tenir et d'obtenir une nouvelle organisation des foyers, la réintégration des huit jeunes expulsés, la reconnaissance du comité de grève comme seul représentatif des jeunes.

L'important c'est aussi que cette lutte dépasse le cadre des foyers. Ici Peugeot contrôle tout, y compris les cités ouvrières. Les travailleurs découvrent qu'ils ont un combat identique à mener dans leur quartier. Ils savent à qui il faut s'attaquer : à leur patron Peugeot et à travers lui au grand capital.

Nul doute que les mille travailleurs qui ont osé s'occuper de leurs affaires, seront maintenant bien surveillés à l'intérieur de l'entreprise. Au moindre écart la répression s'abattra sur eux. Empêcher cela est un objectif important de la lutte qui intéresse tous les travailleurs de Peugeot.

S'il fallait un exemple montrant que la lutte dans l'entreprise et celle pour le cadre de vie sont liées, c'est au pays de Montbéliard qu'on le trouverait. □

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste n° 6	
— L'Idéologie Allemande, MARX, ENGELS	3,70 F
— Blanqui, M. DOMMENGET	9,50 F
— La Pensée Politique de Gramsci, J.-M. PIOTTE	22,10 F
— Le Socialisme Cubain, HUBERMANN et SWEEZY	22,10 F
— Dix jours qui ébranlèrent le monde, J. REED	5,00 F
— Les Gauchistes de 89, PATRICK KESSEL	5,00 F
— Textes sur la Jeunesse, LÉNINE	3,20 F
— Ouvriers face aux appareils	18,10 F
— Histoire du Mouvement Ouvrier Français, tome II, 1884-1950, J. BRON	24,00 F

Prix réel :	112,70 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

Victimes du capitalisme, les enfants handicapés

Camille Rolland

22.000 morts, 40.000 handicapés : la rançon d'un système.

Chaque année, en France, 22.000 enfants meurent à la naissance ou dans les jours suivants, et 40.000 naissent handicapés, c'est-à-dire débiles mentaux, infirmes moteurs, aveugles, sourds ou épileptiques. Ce flux annuel de morts et d'handicapés représente une perte économique de 6 milliards 538 millions. Sans parler du cortège de souffrances et de troubles psychologiques qui accompagne ces naissances malheureuses et qui, lui, n'est pas chiffrable.

Dans certains cas, le malheur semble relever de la pure fatalité : le nouveau-né est victime d'une erreur de l'hérédité, inscrite dans ses chromosomes dès l'instant de sa conception. Et cependant, dans ces cas-là déjà, des consultations de génétique et une bonne surveillance des femmes enceintes permettraient souvent de prévenir ou de détecter à temps ces erreurs de la nature.

Mais la majorité des morts et des infirmités ne sont pas imputables à l'hérédité, mais à un accident en cours de grossesse (par exemple une rubéole maternelle, dont le

virus empêche le développement normal de l'embryon), et plus souvent encore à une naissance médicale permettant de l'éviter. Il suffit d'y mettre le prix.

Une récente étude, faite à la demande du gouvernement le prouve : le nombre d'enfants anormaux ou morts-nés est beaucoup plus faible en Suède et aux Pays-Bas, deux pays qui ont une politique de santé nettement plus orientée vers les besoins de la collectivité.

Le rapport fait au gouvernement indique les mesures à prendre :

- La vaccination systématique contre la rubéole coûterait 6,2 millions de francs par an, et éviterait trois cents morts et 150 malformés chaque année.

- L'augmentation du nombre des examens prénatals (sept à dix visites) coûterait 60 millions de francs par an et éviterait 2.570 morts et 4.800 handicapés chaque année.

- La mesure essentielle demeure l'équipement convenable en matériel de réanimation de toutes les maternités et la formation d'un personnel spécialisé dans la sur-

veillance des accouchements anormaux. Pour un programme minimum, qui permette à la France de rejoindre les Pays-Bas en 1980, il faudrait investir 21 millions de francs en 1971, le prix d'un Mirage IV. Alors que le coût des handicapés de tous âges actuellement en vie est de 16 milliards, soit 2,5 % du produit national brut.

Sur ces 21 millions minimum, le gouvernement n'en prévoit que 9 au budget 1971. Le problème n'est d'ailleurs pas uniquement un problème de budget, mais un problème de privatisation des maternités. Car la surveillance des grossesses, l'équipement en appareils de réanimation, l'entretien d'équipes compétentes ne sont d'aucun intérêt pour des cliniques privées à la recherche du seul profit.

En faisant le choix de la rentabilité immédiate et de la privatisation, le gouvernement sacrifie délibérément la rentabilité à moyen terme et l'intérêt collectif.

Et ce qu'il ne fait pas dans la prévention, il ne le fait pas davantage dans le traitement de ces enfants qui, chaque année, naissent handicapés par la faute de l'Etat capitaliste. □

Privés d'enseignement public

Jacqueline Giraud

Dimanche dernier, 6 décembre, grande campagne nationale, radios et télévision mobilisées : c'est « La Croisade des cœurs », l'appel à la charité publique pour les enfants handicapés !

La charité ! Depuis la loi Jules Ferry, qui croirait qu'il existe en France des enfants qui n'ont pas droit à la scolarité gratuite ? Et pourtant c'est le cas pour les centaines de milliers d'enfants handicapés qui ne peuvent bénéficier des études normales organisées par l'Education nationale. Pour eux, l'Etat n'a rien prévu. Il ne sait même pas combien ils sont, ni quelle organisation devrait être mise en œuvre pour leur donner une éducation adaptée.

Parce qu'un système de santé déficient les a fait naître avec un handicap, ces enfants sont abandonnés à la charité, au bénévolat ou à des initiatives privées plus ou moins contestables.

L'Etat se soucie tellement peu du sort de ces enfants qu'il n'existe aujourd'hui aucune définition précise de « l'enfance inadaptée » et aucun recensement sérieux.

Des marginaux

Un « enfant inadapté », c'est celui que le milieu scolaire tolère mal, et qui réussit mal aux épreuves classiques de lecture et d'écriture. Une définition vague qui convient aussi bien au débile qu'à l'enfant « bloqué » par des problèmes psychologiques. Or, l'un et l'autre ne relèvent pas du tout de la même thérapeutique.

L'imprécision des critères et l'absence de contrôle du développement du jeune enfant font que, le plus souvent, le mal est détecté tardivement. Or, dans nombre de cas, une thérapeutique précoce permettrait d'atténuer grandement les méfaits du handicap.

La mise en place des structures d'accueil nécessaires est impossible : nul ne sait combien la France compte d'enfants inadaptés, ni, par conséquent quelle est leur répartition par catégorie d'inadaptation. Sans doute existe-t-il un rapport Bloch-Lainé, demandé en 1966 par M. Pompidou, et publié début 1969 seulement. Mais il ne comporte aucun chiffre précis, et les annexes (financières, statistiques et administratives) ne sont pas publiques. L'occasion de faire le point, le gouvernement l'avait, lors du dernier recensement. Or, celui-ci ne comportait aucune question concernant la présence d'un inadapté au foyer. Le gouvernement ne tient sans doute pas à être trop bien informé de l'étendue du problème.

Faute d'enquête précise, les évaluations sont hautement variables. En général, on estime que 10 %

des enfants souffrent d'un handicap. L'Education nationale, elle, avance le taux de 30 % ; mais elle compte probablement tous les enfants normaux qui pâtissent d'un système d'éducation inadapté ! Selon l'U.N.A.P.E.I. (Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés) les seuls déficients mentaux seraient 1 million en 1970 (contre 500.000 en 1965), ce qui porterait à plusieurs millions le nombre de tous les handicapés.

Le royaume des notables

L'Etat n'a nul besoin d'un recensement précis. En pratique, il n'a créé qu'un nombre infime d'organismes destinés à l'éducation des enfants inadaptés.

Et cependant, depuis une quinzaine d'années, il dépense de l'argent pour eux : sous la forme de subvention à des organismes privés. A l'origine, la préférence accordée au secteur privé était officiellement justifiée par le souci de ne pas imposer un carcan administratif à un système d'éducation qui devait innover et s'adapter aux cas concrets.

Le résultat c'est qu'aujourd'hui l'Etat finance ces organismes privés, sans avoir le moindre contrôle sur le mode d'éducation et sur la thérapeutique qui y sont pratiqués. Et le drame, c'est que les spécialistes, éducateurs, psychologues et psychiatres n'ont pas davantage de pouvoirs.

Le fonctionnement de ces organismes est entièrement entre les mains des « patrons », c'est-à-dire les Associations de parents d'enfants inadaptés. Le pouvoir aux usagers, dira-t-on ! En fait, dans le conseil d'administration, le pouvoir n'est pas à tous les parents, mais à quelques notables qui ont les relations nécessaires pour décrocher les subventions. En outre, ces « usagers » là posent quelques problèmes. Etre parent d'un enfant handicapé ne va pas sans créer quelques troubles psychologiques, et l'action thérapeutique des éducateurs devrait normalement s'exercer à la fois sur les enfants et sur leurs parents. Mais comment un éducateur pourrait-il « traiter » son patron ?

Le viol du secret médical

De fait, les conflits se multiplient entre les présidents de ces organismes qui prétendent régenter l'action thérapeutique, et les éducateurs empêchés de faire convenablement leur métier. Ainsi, tel président exige d'avoir accès aux dossiers médicaux des enfants. Tel autre invite régulièrement un éducateur chez lui pour tenter de lui soutirer les informations qu'on lui refuse au nom du secret médical. Et s'ils n'obtempèrent pas, directeurs et éducateurs sont licenciés sans justification.

Pendant les dernières vacances, dans l'Ardèche, l'association des notables licencie la directrice d'un établissement, ainsi que son mari éducateur. A la rentrée, les éducateurs C.F.D.T. et certains parents



Collombert

d'élèves entament une grève de la faim. Le ministère des Affaires sociales — qui finance — demande la réintégration du couple. L'association refuse, et le ministère est impuissant à se faire obéir. Tout comme les éducateurs. Tout comme les véritables usagers, les parents grévistes de la faim ont le tort de n'être pas notables.

Quand la charité masque l'intérêt privé

Quand les parents parviennent à « scolariser » leurs enfants inadaptés, ils s'estiment heureux. Car il n'y a pas de la place pour tous.

Après l'âge de 20 ans, les enfants inadaptés ne sont plus pris en charge par la Sécurité sociale. Si les parents veulent les faire travailler dans un C.A.T. (Centre d'Aide par le Travail), organisme privé qui fait accomplir des travaux manuels aux handicapés pour le compte d'entreprises privées, il leur coûte de 25 à 30 francs par jour, dès lors que leurs ressources sont supérieures au S.M.I.G. Et à la fin du mois, ceux-ci touchent 250 francs : le tiers de ce qu'ils ont versé pour travailler ! Et les « généreux » entrepreneurs qui leur donnent du travail réalisent ainsi un surprofit encore plus considérable qu'en surexploitant les travailleurs immigrés.

Sombre bilan

S'ils ne sont pas notables, les parents sont victimes du système actuel. Menacés par l'arbitraire de notables incompetents, les enfants le sont plus encore. A chaque fois qu'un conflit surgit entre président et éducateurs, l'action thérapeutique est interrompue. Ainsi, au Chesnay, toujours pendant les vacances, un établissement a fermé, licenciant tout le personnel. Las de ne pas obtenir l'augmentation prévue par la convention collective, deux salariés avaient osé révéler un scandale : depuis trois ans, la fille de l'ancien président, décédé, était payée (par l'Etat) sans travailler dans l'établissement ! Pour clore l'enquête, l'association est dissoute et l'autorité publique de tutelle (la DASS) laisse 92 adolescents dans la nature !

Quant au personnel qui s'occupe de l'enfance inadaptée, il a toutes les responsabilités réelles, sans avoir le moindre pouvoir. Dans ce secteur, les conventions collectives sont rares — 7 au total ! —, mal appliquées et n'ont été arrachées que récemment, par des grèves. Et parce qu'elle avait conduit l'une de ces grèves, une directrice est au chômage depuis deux ans, marquée à l'encre rouge.

En outre, ces spécialistes n'ont généralement pas une formation suffisante, n'ont pas de possibilité de se recycler, ne bénéficient pas de l'apport d'une recherche pratiquement inexistante.

Parce que, globalement, le problème est vicié : il est admis que l'éducation de l'enfance inadaptée relève de la charité. Pas de la compétence. Dès lors pourquoi faire de la recherche, pourquoi former de bons éducateurs ? Tout ce qu'on leur demande c'est de faire une bonne action, d'être respectueux à l'égard des notables généreux !

Tant pis pour les enfants. Tant pis pour les parents s'ils sont de simples travailleurs. Tant pis pour les fonds publics dispersés en de multiples entreprises contestables.

« La Croisade des cœurs » illustre cette conception. Mais aujourd'hui où des millions d'enfants sont concernés, c'est une autre croisade qui se met en route : celle des syndicats, des associations de praticiens ou de parents victimes du pouvoir des notables. Pour que désormais l'enfance inadaptée bénéficie, elle aussi, d'une instruction publique, gratuite, fondée sur une recherche et une formation professionnelle qui lui confèrent sa meilleure efficacité. □

Nation, cité, famille

Gilbert Chantaire

Près de trois heures d'antenne consacrées à la famille le 5 décembre. On n'a pas fait les choses à moitié à l'O.R.T.F. Le discours présidentiel présenté en direct à 11 heures puis retransmis en différé aux environs de 2 heures sur les deux chaînes et un samedi soir. Impossible en effet d'imaginer mieux en matière d'écoute. Le tout savamment orchestré par le grand chef de claque, Léon Zitronne, flanqué de quelques acolytes bien pâlots, mais non dépourvus de bonne volonté pour manier la brosse à reluire.

Reconnaissons-le, l'événement revêtait quelque importance. Pour la première fois, un chef d'Etat français assistait au congrès de l'Union des associations familiales (U.N.A.F.). En outre, lorsqu'il s'agit de masquer les vrais problèmes et d'endormir les masses, le pouvoir et l'O.R.T.F. savent mettre en valeur les faits et gestes présidentiels. Guy Lux ne pouvant peut-être pas poursuivre la série de son dernier jeu télévisé « L'avis à deux », (l'image du couple institutionnalisé, bien-comme-il-faut) pourrait disparaître du petit écran le samedi soir. Les téléspectateurs auront remarqué l'homogénéité des sujets traités. Après Guy Lux, Pompidou. La famille : un thème bien sympathique, pas dangereux apparemment et puis ça fait plaisir de voir un Président de la République qui daigne aborder les préoccupations de ses concitoyens préalablement conditionnés et chloroformés.

Mystification

Méfions-nous de cette bonhomie. Les objectifs du Président de la République sont clairs. Marquant, on ne peut mieux l'importance qu'il « attache à la famille et à son rôle social » Pompidou s'est plu à rappeler que la famille est la cellule de base de la société. Insister sur cette vérité tant ressassée n'a rien d'inutile. Le pouvoir tente de rassembler le plus grand nombre d'énergies autour de ce thème. La famille, telle qu'elle est conçue et institutionnalisée dans notre société, est l'élément essentiel d'un édifice qui s'écroulerait sans elle. Cet édifice : la société capitaliste (1) ne peut être contesté dans son fondement économique, à savoir la famille. On comprend aisément dès lors le désir de la revaloriser et de l'utiliser, de la part du Président de la République. Utilisation contre les aspirations réelles de la classe ouvrière au moyen d'un thème mystificateur et unificateur à l'image de l'usage fait en 1914 de la « nation » pour jeter les unes contre les autres les classes ouvrières européennes. Il ne s'agit aucunement d'une interprétation de desseins cachés du pouvoir. Dans son discours, Pompidou a fait largement référence à ce qu'il appelle les « groupes traditionnels, nation, cité, famille ». Reconnaître que la famille n'a qu'une fonction économique,

dans le type de société où nous vivons prêterait trop facilement à la remise en cause de l'institution. Aussi faut-il avoir recours aux expédients traditionnels.

Nature et loi de l'espèce

La famille « est fondée sur la nature, sur la loi de l'espèce. Elle porte en elle ses certitudes originelles en même temps que les promesses de sa perpétuation. » Essayez de contester maintenant ! Voilà pourtant longtemps qu'il est parfaitement démontré par l'ethnologie, les études sur le fonctionnement et l'économie des sociétés primitives que, justement la famille n'a rien de « naturel ». Elle n'existe qu'en fonction d'une situation donnée, elle peut disparaître, se transcender ou revêtir d'autres formes dans des types de situation différents. Traitant de la monogamie et de la famille institutionnalisée (« famille conjugale ») Engels, dans « l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat » écrivait à propos de la Grèce « peuple le plus civilisé et le plus développé de l'antiquité » : « Ce fut la première forme de famille basée, non sur des conditions naturelles, mais sur des conditions économiques (à savoir : la victoire de la propriété privée sur la propriété commune, primitive et spontanée). Souveraineté de l'homme dans la famille et procréation d'enfants qui ne puissent être que de lui et qui étaient destinés à hériter de sa fortune, tels étaient proclamés sans détours par les Grecs les buts exclusifs du mariage conjugal. »

Manipulation

La manipulation atteint presque la perfection. En effet, attribuer à la famille, ce caractère prétendument « naturel », originel, c'est désamorcer toute espèce de revendication concernant les systèmes, scolaire, sanitaire, les écoles, les prestations sociales, la réelle émancipation de la femme... à tel point que, Pompidou ouvrant son discours déclarait sans ambages : « Je ne veux pas entrer dans le débat concernant notre législation familiale et la capacité de notre système d'allocations (...) à répondre aux besoins » : Question vite réglée ! Seuls, les syndicats, C.G.T. et C.F.D.T., s'indignant sur ce point et refusant la philosophie présidentielle ont apporté une note discordante au concert de louanges qui a accueilli le discours du chef de l'Etat.

Travailleurs, travaillez, croissez et multipliez. La famille « entité sociale » naturelle est là pour préserver les structures de la société. N'ignorant pas ce qu'il appelle « le changement des mœurs », le Président de la République joue les récupérateurs en constatant que : « La famille en France est restée saine et son avenir n'est pas moralement compromis. » Ainsi rassuré il peut clairement définir l'utili-

sation qu'il veut faire de cette sacrosainte famille. « Elle est la mieux placée pour résister aux ébranlements. » Parents usez de votre autorité, de votre prestige, tout doit rester en place : « Chacun doit accepter les servitudes de son âge et de sa mission. » La famille étant le centre de résistance aux « ébranlements », faisons appel à tous les chefs de famille pour sauver la société de la crise de civilisation. Tout s'enchaîne parfaitement : quand on ne veut voir dans la formidable secousse populaire de mai 68 qu'une crise de générations, il est bien évident que la seule thérapeutique ap-

plicable est le resserrement de la cellule familiale.

(1) On pourrait comme certains appliquer ce type d'analyse à la société soviétique actuelle. Gardons-nous de le faire. Wilhelm Reich dans « La révolution sexuelle » aborde le problème de l'abolition de la famille pendant les premières années de l'expérience révolutionnaire de l'U.R.S.S. Il constate très rapidement l'étouffement de ce qu'il appelle la « révolution sexuelle » qu'il lie à l'étouffement de la révolution elle-même par la bureaucratisme du régime. Au-delà de généralisations abusives, cette analyse pourtant contestable offre la matière à un débat beaucoup plus vaste que celui esquissé ici.

Action "contrôle ouvrier"

Il y a quelques mois, le Collectif national propagande proposait une affiche « contrôle ouvrier » qui situait avec précision notre axe de lutte.

Elle cherchait à y sensibiliser les travailleurs.

Nous développons maintenant cette première approche, en proposant quatre bandeaux qui situent la lutte pour le contrôle ouvrier à quatre niveaux concrets :

**CONTRE LES CONDITIONS
DE TRAVAIL SCANDALEUSES
IMPOSONS LE CONTROLE OUVRIER**

**CONTRE LES CADENCES INFERNALES
IMPOSONS LE CONTROLE OUVRIER**

**CONTRE LES LICENCIEMENTS
IMPOSONS LE CONTROLE OUVRIER**

**CONTRE LES GRILLES DE SALAIRES
INJUSTES
IMPOSONS LE CONTROLE OUVRIER**

Ces bandeaux (format : 0,30 x 0,75 ; 0,18 F pièce) ont été conçus pour être collés avec l'affiche qu'ils expliquent et à laquelle ils donnent un contenu.

Commander à « Tribune socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e
C.C.P. 5826-65 Paris. Joindre un chèque à la commande

● A Caen

Depuis le début de l'année, à la suite des manœuvres de Philonenko, directeur de l'institut de philosophie de Caen, (renvoi non motivé d'un chargé de cours, étudiants collés à leurs examens sur motifs politiques), des étudiants de plus en plus nombreux sont intervenus pour le sommer de s'expliquer. Philonenko suspend ses cours et pour seule réponse demande au ministère la fermeture de l'institut. Besse, membre du comité central du P.C.F., directeur du C.E.R.M. vient cautionner la politique des mandarins de l'institut en faisant un cours sur le « marxisme ». Parallèlement, une campagne est engagée contre la participation sur l'ensemble de l'université.

Le mardi 30 novembre, les étudiants antiparticipationnistes décident d'engager un certain nombre d'actions pour le 3 décembre, jour des élections dans la majorité des U.E.R. : installation des panneaux explicatifs dans les facs et meeting permanent dans la salle des professeurs de la faculté des Lettres. Le jeudi 3 au matin, des professeurs réactionnaires accompagnés de flics en civil se barricadent dans ladite salle. Pour protester contre la présence des flics dans la fac, les étudiants décident d'investir la salle,

en même temps qu'une campagne d'information est menée dans les amphithéâtres. Le doyen dénonce alors nominativement aux commissaires qui l'accompagnaient l'un des prétendus « meneurs », et annonce sa décision de procéder à la fermeture de la faculté des Lettres à 20 heures.

A 17 heures une compagnie de gendarmes mobiles et la police urbaine envahissent les couloirs de la fac afin de procéder à un contrôle d'identité. Des étudiants refusent de présenter leur carte et se trouvent bloqués dans un couloir, tandis qu'au dehors environ quinze cents étudiants se regroupent en une manifestation de soutien. A 19 heures, les forces de « l'ordre » chargent sauvagement sans sommation les manifestants qui se replient vers le haut du campus où des heurts violents se poursuivent dans la soirée. Les étudiants bloqués dans la fac sont violemment expulsés et embarqués au commissariat. Le doyen Journaux annonce la fermeture de la fac de Lettres jusqu'au lundi.

Le vendredi 4, les étudiants décident massivement une grève sur l'ensemble de l'université, et après une manifestation en ville, occupent le

rectorat, pour exiger la réouverture immédiate de la fac de Lettres. Après un premier refus, le recteur et le doyen cèdent sur ce point. Mais des poursuites judiciaires sont engagées contre quatre étudiants ayant pris part au mouvement (un mandat d'arrêt et trois mandats d'amener, dont un contre un camarade du P.S.U.).

L'intervention des forces policières sur le campus de Caen, démontre, s'il en est encore besoin, le véritable sens de la participation. Il existe une collusion objective entre les enseignants réactionnaires et les forces de répression. Incapable de promouvoir sa politique de reprise en main de l'université, le pouvoir et ses alliés n'ont plus qu'une seule ressource : faire appel aux C.R.S., ceci dans le but de faire croire que l'élimination de quelques « meneurs » sera la résolution des problèmes de l'université.

En second lieu, il s'agit de toute évidence d'une volonté délibérée d'isoler le mouvement étudiant caennais et d'intimider la classe ouvrière à l'heure où les problèmes de l'emploi deviennent cruciaux dans la région et où le mouvement ouvrier s'appête à déclencher une lutte offensive (14.000 chômeurs en Basse-Normandie). □

● A Nantes

Vingt-neuf interpellations, dont vingt arrestations maintenues, cinq jeunes gens détenus pendant près de 15 jours : c'est le bilan d'une tentative de manifestation, décidée lors d'un meeting du Secours Rouge, à Nantes, le jour du procès de Geismar et du paysan Gourmelon.

A l'heure du rassemblement, la place du Commerce n'avait, de prime abord, rien de suspect. Rien, si ce n'est, au milieu des promeneurs du samedi après-midi, une bonne centaine de messieurs en gabardine et chapeau !

Gabardines et matraques

Les manifestants, 70 jeunes environ, se rassemblent au centre et commencent à déployer leurs banderoles. Instantanément, les « promeneurs » en gabardine, puis une nuée de policiers en uniforme se ruent sur eux dans un grand ballet

de matraques. Les vrais promeneurs et les journalistes ne sont pas épargnés. Au point que même un flic en civil, qui avait imprudemment ramassé un drapeau rouge, est matraqué par ses collègues.

La chasse aux manifestants se poursuit dans les rues adjacentes. La police traque tout particulièrement les militants déjà repérés, en particulier deux anciens étudiants, actuellement ouvriers dans une usine de Nantes, qui avaient déjà été inquiétés comme « agitateurs mao ».

De nombreuses organisations politiques et syndicales protestent vainement contre les brutalités policières, contre l'interdiction non fondée de la manifestation, contre le fait que l'interdiction n'a été annoncée que le jour même et dans un seul journal local (le moins lu), contre l'absence de sommations avant que la police ne passe à l'attaque.

Mais, pour la première fois, dans l'usine nantaise où travaillent les deux anciens étudiants, une action politique anti-répression s'organise sous l'impulsion des militants maoïstes et P.S.U. Des militants cégétistes, en désaccord avec leurs dirigeants, y participent.

Pour la première fois, également, sauf erreur, la police de Marcellin a essayé de faire appliquer la loi anti-casseur en province.

Le procès de la police

Sans succès. Les cinq avocats de la défense n'ont eu aucune peine à montrer que la loi anti-casseur ne s'appliquait pas : les militants n'ont pas pu refuser de se disperser puisque la police les a attaqués sans sommation. En fin de compte, ce procès qui dura trois semaines, est devenu celui de la police qui avait transformé la place en souricière, qui tient — même si elle le

● A Toulouse

Après la nouvelle condamnation d'Alain Geismar, à la faculté de droit de Toulouse le mouvement du 27 mai appelle les étudiants à tenir un meeting le jeudi 26 novembre. Les commandos d'extrême-droite interviennent, et le doyen Marty prend prétexte de ces incidents pour faire entrer la police qui, depuis le matin, cernait la faculté.

Exaspérés par la brutalité des C.R.S., les étudiants ripostent avec vigueur. Pour faire libérer leurs camarades arrêtés, ils kidnappent un conseiller municipal. Leur otage libéré — contre des promesses — ils doivent subir une recrudescence de violence policière. Bilan de la journée : 130 arrestations, 16 inculpations, des dizaines de blessés.

Le lendemain, 27 novembre, à l'appel du Secours Rouge, un meeting réunit environ 2.000 étudiants qui manifestent ensuite, dans les rues de Toulouse, aux cris de « Pas de flics à la fac », « A bas l'Etat policier », « Tous unis contre la répression ». Les C.R.S. chargent encore et procèdent à une dizaine d'arrestations. De retour à la faculté, les étudiants sont à nouveau agressés par les commandos d'extrême-droite, armés de matraques et de frondes.

Mais, par leurs excès de violence et d'arbitraire, la police et l'extrême-droite ont fait remporter au mouvement étudiant une victoire politique — malgré l'échec de la résistance sur le terrain —. Car, depuis plus d'un an, les étudiants n'avaient pas réussi une manifestation d'envergure. Alors que le 27, ils ont réussi une mobilisation de masse contre la répression. □

— des fichiers politiques illégaux, qui matraque systématiquement les moins de 30 ans. Malgré le refus du tribunal de reconnaître le caractère politique de ce procès, la défense a eu beau jeu de dénoncer « cette législation spéciale qui fait des jeunes à cheveux longs, les victimes de la grande peur de Mai 68 ».

Tout en faisant l'apologie de la police — « dévouement exemplaire, efforts inlassables » —, le tribunal a dû relaxer 16 inculpés. Trois sont cependant condamnés à trois mois de prison avec sursis (et mise à l'épreuve pendant trois ans) pour « résistance active », et un quatrième à 200 F d'amende pour « outrages à agent ».

C'est peu pour M. Marcellin. C'est trop pour les militants qui doivent s'organiser pour faire échec à sa politique de répression accrue. □



AFP

Luttes universitaires

La loi Edgar Faure : du vent

Jean-Louis Vidal

Voilà deux ans que la loi Faure a été votée et que le ministère s'efforce, du moins officiellement, de la faire entrer dans les faits. En astronomie et en géophysique, elle est apparue comme porteuse d'espérance et libératrice de l'ancienne féodalité. Cela est dû à la constitution en unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) des observatoires et instituts de physique du Globe (I.P.G.), l'observatoire de Paris-Meudon, « grand établissement scientifique » non rattaché à une université, ne tombant pas, initialement tout au moins, dans le champ d'application de la loi. Dans des unités de grandeur humaine (100 personnes ou moins : chercheurs, personnels administratifs, techniques et de service, en général peu d'étudiants ou pas du tout), on pouvait croire à la naissance et à l'élaboration d'une certaine démocratie.

Autant, dès le début, il était normal de donner raison à la grande majorité des étudiants qui ont boycotté les diverses élections, autant il n'était pas déraisonnable — les problèmes étant différents — d'espérer que les personnels des observatoires et I.P.G. puissent enfin prendre eux-mêmes les décisions concernant la gestion de leur établissement.

La peau de chagrin

Qu'en est-il aujourd'hui ? Après de longues réunions, les assemblées constituantes, élues suivant le décret dérogatoire du 19 mai 1969, avant sa modification (1) — c'est-à-dire comprenant 50 % de leurs membres dans le collège électoral des chercheurs de rang magistral (astronomes et physiciens titulaires et adjoints, professeurs et maîtres de conférence, directeurs et maîtres de recherche du C.N.R.S.) — donc en général à

majorité conservatrice, ont élaboré des statuts plutôt modérés, donnant un minimum de pouvoirs aux conseils, et notamment au conseil d'établissement.

A l'observatoire du Pic du Midi, par exemple, dans la phase d'élaboration des statuts, une modalité telle que : « le directeur prépare et met en œuvre les décisions du conseil » (pourtant prévue dans la brochure diffusée en 1969 par le ministère et concernant l'application de la loi) a vu, sous la pression du directeur en place, son champ d'application restreint aux seuls règlements intérieurs et vote du budget.

Pourtant quelques initiatives n'étaient pas mauvaises : présence de techniciens au conseil scientifique, existence d'une commission de contrôle chargée de veiller à l'application des statuts, dont les membres assistaient tour à tour aux réunions du conseil et qui pouvait convoquer une assemblée générale extraordinaire, commissions paritaires locales ayant un rôle d'arbitre dans les conflits du domaine professionnel.

Mais que reste-t-il de tout cela, quand les statuts ont été mis à l'épreuve de l'arbitraire des services de la direction des enseignements supérieurs (D.E.S.) ?

Tout d'abord la D.E.S. ne veut pas entendre parler de collèges électoraux pour les personnels techniques, administratifs et de service (T.A.S.). Un décret du 14 mars 1970 les a « oubliés » ; ainsi le ministre a pu publier le 25 mai une circulaire dans laquelle, sous prétexte de l'autonomie des universités, il déclare que les personnels T.A.S. n'appartiennent pas en propre à une U.E.R. déterminée ; il en profite pour proposer pour eux des modes de désignation antidémocratique : choix par les élus (c'est-à-dire les représentants des chercheurs) sur une liste fournie

par ces personnels, ou ratification par les élus des choix faits par les personnels, T.A.S. eux-mêmes (ce qui permet d'éliminer tout individu géant élu démocratiquement par ses camarades, par la simple non-ratification de son élection).

Ensuite la D.E.S. refuse au conseil la possibilité d'émettre un modeste avis sur l'organisation des services administratifs et généraux, qui demeure le domaine réservé du directeur.

Chose plus grave, sous couvert de la division technique du travail, paravent de la division sociale, elle n'admet pas dans les conseils scientifiques la présence de techniciens.

La commission de contrôle voit ses attributions réduites à celles d'une commission électorale. Les commissions paritaires sont amputées de leur rôle d'arbitrage, qui leur aurait donné pouvoir de décision.

Rien de changé

Bref, le ministère veut concentrer, comme par le passé, tout le pouvoir entre les mains du seul directeur. Les conseils sur mesure, compte tenu des modes de désignation des personnels T.A.S., n'auront guère plus comme rôle que de cautionner le seul détenteur du pouvoir. L'unique véritable acquis restant est la désignation du directeur par le conseil, pour une période de cinq ans (encore faudrait-il qu'il y ait un choix possible entre plusieurs individualités pour que cela ait un sens).

Par conséquent les structures participatives contenues dans la loi Faure ne sont que du vent. Pendant deux ans on nous a donné un bel os à ronger. Aujourd'hui, on peut dire que la récupération est pratiquement totale. De même que dans les usines le patronat reprend par l'augmenta-

tion des cadences ce qu'il a dû lâcher en mai 68, de même l'État, qui n'est que le comité de gestion des intérêts de la bourgeoisie, récupère les quelques miettes de démocratie qu'il avait accordées à l'enseignement supérieur.

Le Pouvoir s'acquiert par la lutte

Les seuls établissements où la loi semblera avoir apporté quelque chose, et où les structures nouvelles fonctionneront à peu près correctement, sont ceux où elle n'aura été, en quelque sorte, qu'une codification de la pratique démocratique existante, là où le rapport de forces était favorable (observatoire de Nice, par exemple).

Cela veut dire que l'apport de la loi d'orientation est pratiquement nul. Je dirai même qu'il risque d'être négatif. En effet la loi Faure a donné l'illusion aux travailleurs de la D.E.S. qu'ils pourraient contrôler leur cadre professionnel. Craignons que les structures paternalistes mises en place ne servent qu'à les intégrer au système et à étouffer leurs revendications !

Le niveau de contrôle réellement atteint dans un établissement ne sera, de fait, que l'expression du rapport de forces auquel les travailleurs auront su parvenir en développant des luttes réelles. Il ne sera pas la conséquence d'une participation qui a révélé son véritable visage. □

(1) Depuis la modification de ce décret, les personnels T.A.S. peuvent constituer 50 % de l'effectif des conseils d'établissement, tout au moins pour la partie des membres intérieurs à l'unité. Cette modification a été obtenue à la suite d'une action de plusieurs conseils constituants auprès du ministère.

L'école n'est pas le monopole des enseignants

Gérard Boc

Au cours de la récente grève du S.N.E.S. (30 novembre et 1^{er} décembre) le problème de la place des lycéens et des familles dans l'action sur l'école s'est de nouveau posé avec acuité.

La position syndicale était formelle ; elle soulignait que l'absence de tout élève dans les lycées serait le critère incontestable du succès de la grève. De plus, il a été dit à plusieurs reprises par le S.N.E.S. que toute initiative tendant à réaliser des grèves actives constituerait une « dénaturation » du mouvement.

En fait, l'état nouveau des esprits (depuis mai 68) rend de telles positions difficiles à tenir sur le terrain. Les élèves du second cycle se sentent souvent concernés par les problèmes de l'école. Cette fois-ci encore, dans de nombreux endroits, ils ont pris des initiatives du genre grève active. C'est par exemple à Aix, une A.-G. des lycéens dans la cour qui appellent les enseignants à les rejoindre. C'est à Turgot la décision des enseignants eux-mêmes, sentant l'attente des lycéens de faire une grève

active... Et il est trop tôt pour faire le point.

Mais dans certains lycées, la position rétrograde de la direction nationale du S.N.E.S. a laissé le champ libre à la répression administrative. Au lycée de Meudon, à coup de menaces sérieuses, la directrice dispersait les groupes d'élèves venus animer la grève. Ce n'est qu'un exemple.

Par leur attitude syndicale majoritaire, les enseignants du second cycle ont cette fois-ci encore freiné les initiatives du mouvement lycéen. □

Grève active à Buffon

La grève du S.N.E.S. ne s'est pas déroulée partout selon les consignes nationales de silence et d'abstention. Après l'intervention antigreve du ministre Guichard, de nombreux enseignants ont répliqué sur le terrain en organisant des grèves actives avec les élèves et les parents.

Ainsi, au lycée Buffon, le lundi 30 novembre, en fin de matinée, une vingtaine de grévistes, professeurs et surveillants, rejoignaient une assemblée générale d'élèves. Ils exposaient les raisons de leur mouvement et le débat s'engageait : très vite apparurent les problèmes essentiels, ceux de la répression contre les élèves et les professeurs, de la nature de l'enseignement, des libertés politiques, etc. Le mardi 1^{er} décembre, les élèves du second cycle décidaient de se mettre en grève à leur tour. Une nouvelle assemblée générale réunit alors 200 élèves (de toutes tendances) et des professeurs. Après un large débat, l'assemblée décidait la création d'un comité permanent professeurs-élèves. Des volontaires des différents niveaux de classe (de la 3^e à la terminale) allaient se retrouver quelques jours plus tard avec plusieurs professeurs pour jeter les bases du comité. A Buffon, il restera quelque chose de la grève du S.N.E.S.

Contre l'enlèvement du mouvement étudiant

Jean-Marie Vincent

La valse-hésitation des camarades du bureau national de l'UNEF (excluant sans en avoir le pouvoir statutaire la fraction UNEF-Renouveau, puis revenant dans une seconde déclaration sur cette décision), si elle a encore un peu plus accentué la confusion de l'organisation étudiante, aura au moins eu le mérite de montrer que le « statu quo », que la situation qui s'est développée après le congrès d'Orléans, ne peuvent plus et ne doivent plus être assumés par les étudiants du P.S.U. En effet, que remarque-t-on dans la pratique quotidienne ?

On observe avant tout que la fraction UNEF-Renouveau appuyée par le parti communiste refuse purement et simplement d'appliquer une quelconque discipline d'organisation. Le bureau national décide-t-il une plate-forme de luttes pour la rentrée, l'UNEF-Renouveau met en avant ses propres mots d'ordre, fait ses propres meetings. Sur un point fondamental la fraction scissionniste viole ouvertement des décisions de congrès ; elle est devenue la seule organisation d'importance nationale qui donne une caution à la participation Guichard. Si l'on en croit la presse, elle va présenter entre 5 et 8.000 candidats lors des prochaines élections aux comités de gestion des universités. Imagine-t-on un seul instant que l'organisation ouvrière la plus démocratique dans ses structures, une confédération syndicale, par exemple, accepterait longtemps voire un seul instant une pareille situation ?

Or, l'activité fractionnelle de l'UNEF-Renouveau ne date pas d'hier, mais des lendemains de la loi Edgar Faure. C'est pourquoi on ne peut s'étonner que nombre d'étudiants se soient peu à peu détournés de l'UNEF en constatant que les gens qui s'en réclamaient avaient des politiques totalement contradictoires et des pratiques tout à fait opposées dans de nombreuses circonstances. Au lieu d'être le foyer de regroupement des étudiants de l'après Mai et de traduire la progression politique, difficile mais tout de même réelle d'une bonne partie du monde étudiant, l'UNEF est devenue le champ clos de rivalités d'appareils. L'action ne pouvait pas ne pas en souffrir, de même que la capacité d'intervention des étudiants du P.S.U.

Aujourd'hui, il faut faire le bilan critique de cette période et tirer un trait sur elle. Il ne peut être question de s'accrocher à une ombre de pouvoir au sein de l'UNEF ou de s'épuiser dans un vain combat dans ses structures parlementaires ; le temps est venu au contraire de préparer systématiquement et sur des bases nouvelles l'affirmation du mouvement étudiant anticapitaliste.

Comme « Tribune Socialiste » l'a déjà indiqué à plusieurs reprises le maintien d'une forte combativité étudiante donne un fondement objectif à un tel projet. Si nous devons amorcer un repli, il ne peut donc être question de sonner la retraite et de nous limiter dans l'Université à un travail de propa-

gande sur les thèmes généraux du P.S.U. Toute la difficulté consiste évidemment à trouver l'oreille des nouvelles générations étudiantes qui n'ont pas vécu mai-juin 1968 à l'Université et consiste à se réinsérer avec l'essentiel des forces révolutionnaires dans des batailles sérieuses contre le pouvoir.

Pour cela plusieurs écueils doivent être évités. Le premier est de postuler chez les étudiants et dans l'opinion populaire, un degré tel de politisation que des actions comme celle engagée contre J. Foyer à Nanterre, soient appréciées comme des actions mobilisatrices de la grande masse. Certes, l'intervention de la police ou des vigiles universitaires peut susciter dans la plupart des cas une réaction de la majorité des étudiants, mais cette mobilisation n'a de chances de durer que si les objectifs ne restent pas purement « symboliques » ou « idéologiques », mais sont reliés aux problèmes concrets de la vie universitaire (conditions matérielles de travail, etc.). Le deuxième écueil par contre est de partir de cette constatation pour limiter étroitement l'horizon des luttes étudiantes et les cantonner à des revendications corporatistes. L'intervention des révolutionnaires n'a en réalité de sens que si elle est conforme à la volonté d'une grande part des étudiants de ne pas faire fonctionner l'Université au service de la bourgeoisie. Avec eux, il faut se battre pour ouvrir et sensibiliser les structures universitaires aux aspirations de ceux qui étudient, mais en montrant bien que ce refus de

l'Université bourgeoise suppose pour être efficace une intégration à la lutte de classes la plus conséquente à l'extérieur des facultés.

Il faut donc qu'une visée stratégique claire (le démantèlement de l'Université bourgeoise coïncidant avec la fin du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie) trouve sa traduction en démarches tactiques qui ne séparent pas le mouvement étudiant du mouvement général de la lutte de classes. Tout cela doit être discuté, examiné sérieusement en fonction d'expériences très diverses. Les comités d'actions UNEF, les comités de lutte hors de l'UNEF présentent entre eux de très grandes différences dues à des situations elles-mêmes très particulières, mais aussi à des attitudes politiques divergentes. Par la confrontation, la coordination des actions, il est urgent d'unifier ces pratiques souvent opposées, non pas dans l'espoir illusoire d'arriver à une homogénéisation complète, mais à une convergence du mouvement de masse, le dépassement des divisions. Construire un mouvement anticapitaliste, étudiant, structuré de façon permanente à partir des luttes est la tâche essentielle des étudiants révolutionnaires. C'est à ce prix qu'on pourra aller au-delà de la cartellisation intermittente des différents groupes, au-delà des affrontements de boutique. □

Offensive impérialiste généralisée au Moyen-Orient

Henry Rosengart

Le filet se resserre autour de la révolution palestinienne. Yasser Arafat parlait récemment de « complot ». Nous allons montrer qu'il s'agit bien d'une offensive généralisée des forces contre-révolutionnaire, donc non seulement contre les Palestiniens, mais contre toutes les forces révolutionnaires et progressistes du monde arabe. Après la tentative de génocide de septembre dernier, l'impérialisme — de Washington à Moscou, de Londres à Paris — se prépare pour le second round.

Le putsch de Damas

Le 13 novembre, le général Assad renverse l'équipe baasiste syrienne présidée par Atassi. Ce coup d'Etat est la réplique au 10^e Congrès inter-arabe du parti Baas (achevé deux jours plus tôt) où s'était décidée : 1) l'évolution de la Syrie vers une démocratie populaire ; 2) l'élection à cet effet d'un « conseil du peuple » ; 3) le rejet de tout compromis tendant à la capitulation de la révolution palestinienne (résolution du 22 novembre 1967 et plan Rogers) ; 4) l'approbation du soutien militaire syrien aux

Palestiniens lors du conflit de septembre ; 5) le vote d'une résolution très froide concernant les rapports avec l'U.R.S.S. ; 6) la destitution du général Assad, accusé de « vouloir s'emparer du pouvoir ».

A peine au pouvoir, Assad ouvre les bras à l'Egypte, tandis que Kkadafi, chef de l'Etat libyen, se rend à Damas, via Le Caire, et apporte — au nom de la R.A.U., du Soudan et de la Libye — son soutien public au nouveau régime.

Le 21 novembre, Assad élargit les bases de son régime : le parti communiste syrien fera partie du nouveau gouvernement... Et tandis que celui-ci rompt avec la ligne progressiste de l'ancienne équipe en politique étrangère (adoptant ce que la presse bourgeoise appelle une ligne « modérée »), il entreprend par la même occasion, en politique intérieure, un effort de « libéralisation » économique.

L'unité arabe

Le 8 novembre, la R.A.U., le Soudan et la Libye décident de se fédérer à plus ou moins long terme. Au

nom de l' « unité arabe » : « L'unité arabe est pour nous un impératif pour l'avenir » déclare le président égyptien El Sadate. C'est également l'avis de l'U.R.S.S., qui estime que « le renforcement de l'unité arabe se présente comme un problème important », et celui de l'Irak qui se félicite : « L'Irak accueille favorablement toute évolution sur la voie de l'union arabe ».

Pourquoi tous ces bavardages sur « l'unité arabe » ? Parce que Nasser, symbole de cette unité factice, n'est plus ; parce que seul le mythe de l' « unité arabe » est assez puissant pour détourner les masses arabes opprimées de leurs ennemis principaux : les classes au pouvoir dans les pays arabes ; de sorte qu'il s'avère nécessaire de combler le vide créé par la mort de Nasser, en offrant aux masses l'os que celui-ci leur donnait à ronger.

En même temps, le président égyptien ne manque pas d'adresser un « vibrant hommage » à l'U.R.S.S. et de féliciter les impérialismes britanniques et français pour leur attitude sur la question du Proche-Orient.

De son côté, le nouveau gouvernement syrien félicite les trois pays pour leur initiative et, le 27 novembre, annonce le ralliement de la Syrie à cette triple alliance et la création d'un commandement quadripartite unifié. La rapidité de cette décision surprend tous les observateurs. C'est que le temps presse... Comme l'a déclaré Rogers dans son fameux « plan » : « Je conviens que la situation dans cette région a atteint un point critique. »

Hussein - Assad - El Sadate - Khadafi - Nemeiry, et compagnie ...

Le temps presse tellement que, deux jours avant cette décision fracassante, le général Assad se rend au Caire en même temps que Hussein. But : 1) rapprochement entre la Jordanie et la Syrie ;

2) reconstruction du « front » Jordanie-Liban-Syrie. (Deux jours plus tôt, le chef d'état-major égyptien s'était rendu à Amman...) Précisons qu'au moment même de l'entrevue du Caire, l'armée jordanienne bombardait les positions palestiniennes autour d'Irbid.

Mais ce n'est pas tout : nous assistons en réalité à une offensive généralisée contre les forces progressistes arabes. Deux preuves à l'appui :

Le 16 novembre : Limogeage au Soudan de trois ministres proches du P.C. soudanais et arrestation de 13 officiers sympathisants communistes ainsi que de Mahjoub, secrétaire général du P.C. Deux semaines après, le P.C. soudanais dénonce le projet de fédération tripartite du Caire (qu'approuve chaudement, rappelons-le, l'U.R.S.S...) ainsi que les récentes arrestations et destitutions. Ces mesures, déclare le P.C., ont pour but de « paralyser la révolution soudanaise » et de « liquider la gauche et en premier lieu le parti communiste ».

Pendant ce temps, l'implantation sioniste continue en Palestine

Pendant ce temps, de l'autre côté de la mer Rouge, le ministre de la Défense de la République Démocratique et Populaire du Yémen (Yémen du Sud, c'est-à-dire le seul Etat arabe qui puisse être actuellement considéré comme vraiment progressiste et anti-impérialiste) annonce la violation de son territoire aérien par des avions britanniques et le bombardement d'un village. Il précise qu'il s'agit là de la 18^e violation territoriale récente et accuse l'Arabie Saoudite de procéder à d'importantes concentrations de troupes en vue de renverser le régime populaire d'Aden. Rappelons que celui-ci soutient le Front Populaire de Libération du Golfe arabe occupé qui, depuis juin 1965, mène avec succès une guerre populaire prolongée.

critique socialiste

Au sommaire du n° 2

Antonio Gramsci : « La conquête de l'Etat ».
Jean-Gérard Sender : « Sur la hiérarchie des salaires ».

Pino Ferraris : « Notes sur l'automne chaud en Italie ».

Christian Leucate : « L'Humanité rouge et le front uni ».

Serge Mallet : « Contrôle ouvrier, parti et syndicat II ».

Prix au numéro : 5 F

Abonnement (6 num.) 24 F - Etranger : 32 F

C.C.P. Editions Syros Paris 19.706.28

54, boulevard Garibaldi

Tandis que l'encerclement arabe de la révolution palestinienne se poursuit, les Israéliens ne perdent pas leur temps ; ils continuent à coloniser les territoires occupés après juin 67, « conformément au plan gouvernemental », déclare Yigal Allon, vice-président du Conseil, en précisant à l'intention de la droite israélienne : « Si l'on entend ne pas parler de cette implantation, cela ne veut pas dire qu'elle n'existe pas. » Et le 2 décembre, il prouve sa bonne foi en annonçant la création de quatre nouveaux villages de soldats-agriculteurs dans les « territoires ». Il précise même que la clause gouvernementale concernant « la création d'agglomérations permanentes rurales et urbaines sur TOUTE L'ETENDUE DE LA TERRE DE LA PATRIE sera scrupuleusement respectée ». Quelques jours plus tôt, Dayan annonçait d'ailleurs que jamais Israël ne rendrait le Golan, Gaza, Jérusalem et Charm-El Cheick.

Hussein - Golda Meir : même combat

Les événements de septembre ont assez montré la collusion entre Israël et le royaume hachémite (tous deux massivement pourvus en armes par les U.S.A.) pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Depuis des éléments nouveaux sont venus s'ajouter au dossier. Le 15 novembre, le magazine U.S. « Times » révèle que Yigal

Allon et Hussein se sont rencontrés à plusieurs reprises, Golda Meir étant présente aux conversations. Le 27 novembre, la presse israélienne annonce que Hussein rencontrera prochainement des hautes personnalités israéliennes, « quelque part entre Washington et Amman » (villes symboliques s'il en est). Les conversations ont évidemment porté sur la dernière « trouvaille » impérialiste pour liquider la révolution dans la région : le projet de création d'une sorte de Bantoustan qu'on appellerait « Etat palestinien ». C'est ainsi que le 24 novembre, au moment même où Dayan déclarait que « Israël ne pourra jamais obtenir du Conseil de Sécurité une résolution qui lui soit plus favorable que celle du 22 novembre 1967 », le roi Hussein proposait à tous les chefs d'Etat arabes une conférence au sommet consacrée à la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie, après le retrait israélien. Les Palestiniens ont immédiatement répliqué en dénonçant le projet comme un « complot destiné à liquider la résistance palestinienne ». Deux jours après, Golda Meir annonçait l'intention d'Israël de reprendre les négociations Jarring.

Vers un nouveau massacre ?

Tandis que les Palestiniens continuent de se battre, tant en Israël qu'en Jordanie (où les provocations de l'armée hachémite se mul-



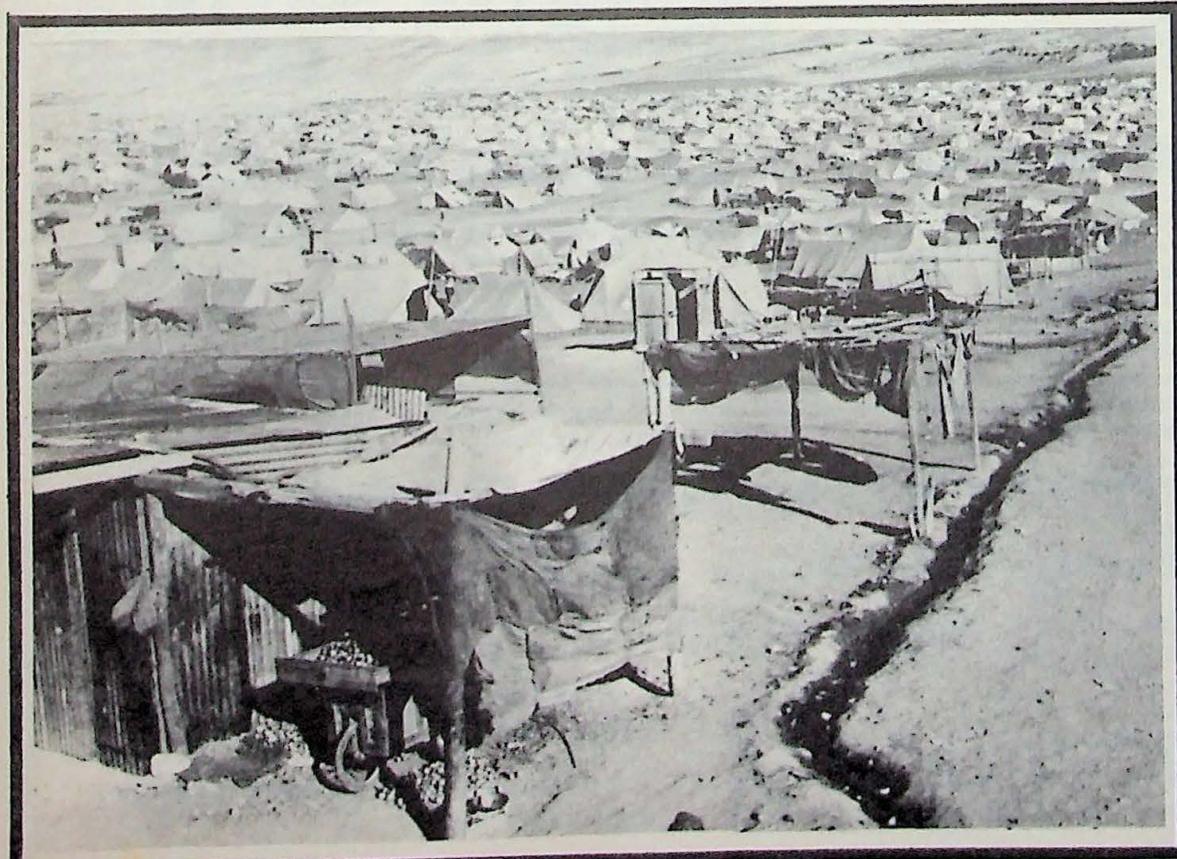
AFP

tiplient), le président égyptien et Hussein décident, au Caire, une coordination militaire complète. Contre qui ? Officiellement, contre Israël. En fait, contre la révolution palestinienne. Rappelons une fois de plus qu'Hussein est entièrement armé par les U.S.A. Mais, dira-t-on, l'Egypte n'est-elle pas entièrement armée par l'U.R.S.S. ? Incontestablement. On peut donc se poser deux questions : 1) Qu'est-ce que la « coexistence pacifique » ? 2) Qu'est-ce qui est plus important : le conflit dit « israélo-arabe » ou bien le conflit qui oppose, d'une part, la révolution palestinienne,

la révolution dans le sud de la péninsule arabique et toutes les forces progressistes arabes, et d'autre part, l'ensemble des forces contre-révolutionnaires de la région : Israël et tous les Etats arabes (excepté le Sud-Yémen), du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord-Est, soutenus par tous les impérialismes, de Washington à Moscou, de Londres à Paris ?

Les révolutionnaires palestiniens connaissent la réponse. Ils savent aussi que leur unité est leur seule chance de succès. Le Front national de libération pales-

tinien est déjà pratiquement réalisé. Le récent conflit a appris beaucoup aux Palestiniens : ils tirent déjà les conséquences de leurs erreurs. Mais de toutes les luttes anti-impérialistes dans le monde, c'est la leur qui est la plus menacée. C'est elle également qui frappe l'impérialisme en son point stratégique le plus important. C'est donc elle qui exige de notre part une solidarité militante prioritaire. Vu la gravité de la menace, la multiplication de comités anti-impérialistes de soutien à la révolution palestinienne s'impose de façon urgente. □



AFP

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste. Le numéro 1,00 F.

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.

16 - Les Travailleurs immigrés.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Ils

Henri Beley

« Ils », c'est le pouvoir, avec un énorme P, un P écrasant. Le pouvoir sous ses deux formes : légale et occulte. Pas n'importe quel pouvoir : le marchand de tableaux qui opprime le héros du film — un jeune peintre de grand talent — est l'incarnation même du capitalisme. Cynique, cruel, sans scrupule, impitoyable, parfaitement odieux et même sadique, passant son temps à trainer (avec une joie évidente !) la beauté artistique dans la boue aurifère des profits qu'il en retire, à exploiter jusqu'à sa dernière « goutte de sang intellectuel » (dirait Lautréamont) le peintre, véritable prolétaire de ce suceur de fric : tel est le personnage auquel le peintre en question fera subir en rêve, des tortures parfaitement inutiles.

L'arme du rêve et l'inutilité de la révolte individuelle contre les institutions en place : tel est le double thème de ce film à la fois surréaliste et « marcusien » : c'est en effet à l'analyse de la « société de consommation » par Marcuse qu'on songe ; à l'écrasement de l'individu (entendez : l'intellectuel petit bourgeois coupé de la lutte de classes et étouffant dans sa révolte impuissante) par un « système » remarquablement bien huilé. La présence permanente du pouvoir occulte — en l'occurrence les polices parallèles, garantes de la stabilité d'un monde créé par le capitalisme à son usage — renforce la dimension « marcusienne » de l'œuvre.

Que faire alors, quand on est seul ? La révolution ? Le héros du film n'y songe même pas : pour avoir l'idée de la révolution, il faut être plusieurs. Assassiner son patron ? Pour un de perdu, dix vous retrouveront. Le refus individuel permanent ? Mais comment refuser ? Ne faut-il pas vivre ?

Imaginez alors qu'un inventeur de génie ait réalisé une machine qui libère totalement l'individu de ses chaînes intérieures, en lui faisant prendre conscience de la profondeur de son oppression (une sorte de cure psychanalytique ultra-rapide) : chacun voyant clair en soi, jetant un regard clair sur le monde ! A quelle libération des hommes n'assisterait-on pas !

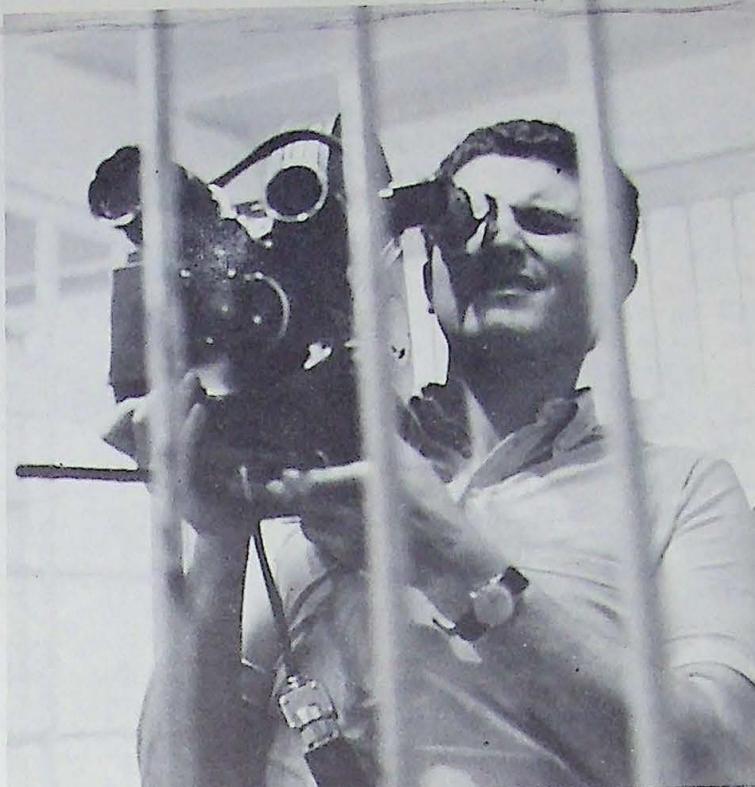
Le héros du film en fait l'expérience : il suffit de se brancher des électrodes sur le crâne et de rêver : détendez-vous complètement, laissez aller votre imagination, allez jusqu'au fond de votre propre mystère et rêvez sans entrave !... Nous assistons ici à une séquence onirique qui constitue un des plus beaux passages de ce film remarquable.

Mais tout se gâte rapidement. Une telle machine est-elle tolérable par un système fondé non seulement sur l'oppression physique, mais sur une oppression idéologique permanente ? Evidemment pas. On vous permet de rêver à condition de dormir ; mais le rêve qui débouche sur l'action est rigoureusement interdit !

C'est alors que le pouvoir occulte intervient : traqué par les polices parallèles, l'inventeur se débat, impuissant. Son invention et lui doivent être « liquidés ». Personne n'y peut rien, explique en substance le réalisateur.

Contre le pouvoir officiel, vous pouvez vous en sortir en jouant sur la concurrence entre requins capitalistes et en tirant vos propres marrons du feu. Contre le pouvoir occulte, vous ne pouvez rien.

C'est dire que ce film est profondément pessimiste. Mais comment ne pas être pessimiste quand on demeure seul face à un système écrasant dont on ne peut s'extraire ? □



Claude Lelouch

Un homme qui me plaît ?

Alain Moutot

Lelouch : sa carrière l'a d'abord engagé dans une traversée du désert qui dura le temps d'une demi-douzaine de films. Les plus originaux peut-être de toute son œuvre. Puis brusquement, les phares de la célébrité se braquent sur cet ancien du cinéma aux armées qui s'était fait la main en filmant des chanteurs à l'œuvre pour les Scopiphones. « Un homme et une femme » (1966) fait 700.000 entrées en exclusivité parisienne et couvre cet inconnu d'hier d'oscars et de gloire. « On m'a tellement dit que le cinéma était un art populaire... j'ai choisi définitivement le public », aurait-il déclaré.

Une caméra-gadget

Ayant fui la pénombre du réalisateur solitaire à petits moyens, Lelouch invite avec familiarité dans ses films le grand public à partager les choses qui le comblent d'aise, gadgets de luxe, téléphones blancs, voitures de sports dernier cri, appartements ultra-modernes et grand standing.

Son œuvre se transcende en un magazine de la vie heureuse.

De même, il nous présente les personnages qu'il affectionne sincèrement et qui sont interprétés avec brio par Trintignant, Montand ou Belmondo. C'est que Lelouch sait s'y prendre en multipliant les clins d'œil de connivence et les évocations légères et supportables des petits problèmes quotidiens.

Le spectateur croit tout de suite pouvoir s'identifier à ces personnalités. Ce sont en réalité des spécimens de la mythologie moderne entièrement tournés sur l'arrivisme. Ils concrétiseront en fait l'aspiration diffuse à « quelque chose d'autre » : un coureur automobile (« Un homme et une femme ») un grand reporter de télévision (« Vivre pour vivre » 1967), un musicien de cinéma (« Un homme qui me plaît » 1969). La vocation de ce cinéma est de faire participer fictivement le spectateur à un univers de remplacement de bric et de broc et d'évasion de ses propres problèmes.

Filmer pour plaire

Le choix du récit renvoie également à un modèle populaire qui consiste à aller au devant du public pour lui proposer de débattre un grand problème à partir d'un cas particulier pour découvrir des vérités générales. Dans « La vie, la mort et l'amour » Lelouch s'empare de la question de la peine capitale qu'il désamorce immédiatement en la limitant au strict domaine judiciaire. Finalement, le procédé est toujours le même : sur des sujets d'intérêt divers (le rapt d'enfants, le mariage), le réalisateur ne fait que collectionner les pires clichés, qu'amasser les conceptions les plus généralement admises, les plus bêtement reçues. Son reporter, par exemple, correspond à l'image éculée de l'éternel voyageur bronzé par son dernier safari en Afrique et sentant bon le sable chaud. De même, sur la fonction sociale de l'ouvrier, son rôle réel en tant que producteur, il faut se satisfaire de l'aspect le plus immédiat qui ne remette pas en cause l'idée qu'on s'en fait. C'est un cinéma de l'apparence qui voudrait en faire pour tous les goûts, avec des touches de contestation politique plaquées au récit qui ne font que pimenter le spectacle. Cette œuvre pleine d'esbrouffe, de tape-à-l'œil a pour but ultime d'épater, de plaire à tout prix. Lelouch souvent emballé par son sujet ou ses acteurs, se démunie de toute distanciation indispensable au créateur d'une œuvre. Sa conception de la forme romanesque du film renvoie à la sensiblerie, même pas à l'émotion, jamais à la raison. Sa caméra, démangée de procédés techniques mitraille gratuitement le spectateur.

En somme un cameraman habile égaré dans la mise en scène. Il aurait rendu de grands services en se consacrant à la production. Son dernier film « Le voyou » est un combiné de trucs et de ficelles au niveau du scénario. La vision lelouchienne de la police prête involontairement à la mascarade en ces temps de répression accrue. Malgré la vivacité de certaines esquisses psychologiques, on s'y ennuie fermement. Voulant développer une espèce de réflexion de l'art sur l'art à la Renoir ou Minelli, son héros poursuivi par les flics se réfugie dans une salle de cinéma où l'on donne justement « Le voyou ». Aux cinéphiles militants qui seraient occasionnellement aux prises à de pareilles chasses policières, il est à conseiller de prendre le temps de mieux choisir. □

Les Assemblées Régionales

Pays de Loire : 13 décembre à Nantes (Loire-Atlantique).

Centre : 12 et 13 décembre à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Lorraine : 13 décembre 9 h 30, salle municipale de Saulnes, près de Longwy (Meurthe-et-Moselle).

Rhône-Alpes : 12 et 13 décembre (première séance le 12 à 16 heures, 176, rue Pierre-Voldeaux à Lyon (5^e)).

Bretagne : 12 et 13 décembre près de Loudéac (Côtes-du Nord).

Sud-Est : 12 et 13 décembre (première séance le 12 à 9 heures).

Mairie d'Avignon, place de l'Horloge (Vaucluse).

Chaque semaine Tribune Socialiste paraît. Et pourtant...

La rédaction, la conception, les réunions du comité de rédaction, la réception des articles, la documentation se réalisent dans une pièce de 9 m²...

L'expédition de T.S., de tout le matériel de propagande, des directives, du courrier des entreprises, des livres se fait dans des conditions analogues.

Qu'en pensez-vous ?

Dans le nouveau local, T.S. et la librairie du parti disposeront de 200 m².

Il est certain que les conditions de travail réagissent sur le journal.

Donner pour le local est un acte militant.

Versement au PSU, par chèque bancaire ou postal CCP 14020 44 Paris, avec mention "souscription du siège".

Adresse : 54 boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Vive Euzkadi libre !

Manuel Bridier

Le procès de Burgos n'est pas un procès de plus dans la longue histoire de la répression franquiste. Par sa signification politique et par ses répercussions en Espagne et dans toute l'Europe il marque une étape importante pour la résistance espagnole autant que pour le mouvement nationaliste basque. Il éclaire d'une manière aveuglante le problème de la lutte contre le fascisme au pouvoir, en même temps que celui des relations entre la bataille de classes et la revendication nationale des minorités opprimées.

Depuis des années, le capitalisme mondial, par-delà ses divergences subalternes, de Nixon à Michel Debré, s'efforçait de réintégrer le régime fasciste espagnol dans la famille du « monde libre » et « démocratique ». La chose est faite sur le plan militaire. Sur le plan économique, l'entrée dans le Marché commun soulève encore des difficultés, mais l'assimilation est en bonne voie. Sur le plan politique, au contraire, il faut compter avec les souvenirs de l'opinion publique européenne, avec les réticences d'une partie des libéraux et des social-démocrates, avec les réactions possibles des masses populaires enfin.

D'où les efforts entrepris pour présenter le régime franquiste comme un fascisme en pleine mutation, presque démocrate sur ses vieux jours. Pour les hommes d'affaires espagnols et pour leurs collègues européens, il s'agit de faire oublier le massacre de 1936 et de présenter un nouveau visage, avec ou sans le général Franco, tout en conservant l'essentiel, c'est-à-dire l'exploitation du peuple espagnol par le régime capitaliste.

Mais les événements de ces derniers mois ont montré la vanité de cette politique en même temps que la fausseté de la stratégie d'union nationale mise en avant par le parti communiste espagnol. Il n'est pas possible à la bourgeoisie de maquiller le replâtrage du régime en victoire démocratique parce que le problème principal n'est pas celui de Franco mais celui de l'oppression économique elle-même.

Les mineurs des Asturies, les travailleurs du bâtiment à Grenade, les paysans révoltés d'Estremadure, les ouvriers de Madrid ou de Barcelone ne déclenchent pas des grèves illégales,

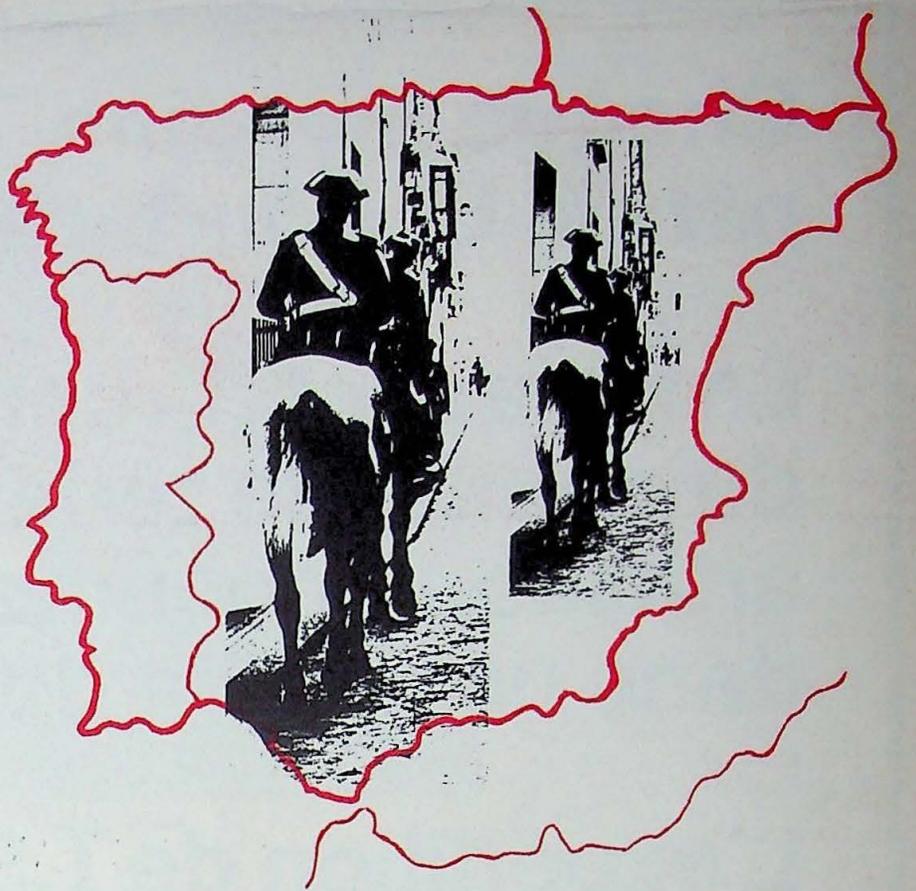
ne construisent pas des organisations clandestines, ne prennent pas des risques énormes pour changer un gouvernement, voire une constitution, mais pour se libérer de la dictature qu'ils subissent, non pas seulement la dictature de Franco mais celle du capital. Une politique de réconciliation nationale sur des objectifs « purement démocratiques » ne peut que tourner le dos à cet impératif de la lutte de classes : le caractère indissolublement lié des objectifs économiques et des objectifs politiques eux-mêmes.

Des gesticulations d'un pantin...

C'est pourquoi les conflits sont chaque jour plus aigus. C'est pourquoi le régime est chaque jour moins capable de mener sa politique de camouflage. La pitrerie de la restauration monarchique avec le pitoyable Juan Carlos, pantin entre les mains de ses confesseurs et de ses conseillers franquistes, en est la démonstration. Personne en Espagne, pas même dans les milieux monarchistes attardés, n'est dupe de cette guignolade. Faute de pouvoir donner le change, le régime est donc obligé de mordre. Il tue et il torture comme aux plus belles heures de sa jeunesse et les bonnes âmes libérales découvrent avec horreur ce qui fut toujours évident : qu'un fascisme ne s'éteint pas comme un vieillard sans défense mais qu'il peut disparaître seulement comme il est venu, dans la violence et par elle.

Le procès de Burgos est à cet égard un aveu public de l'impuissance du régime franquiste à se faire passer pour ce qu'il n'est pas. Que ce procès soit aujourd'hui dirigé contre des militants révolutionnaires du peuple basque lui donne une dimension supplémentaire, en fait un élément de réflexion pour le mouvement socialiste dans le monde entier.

Chacun sait que les problèmes nationaux ont toujours revêtu, en Espagne, une virulence particulière. L'unité de l'Etat sous la domination militaire de la monarchie castillane ne s'est faite ni plus ni moins féroce que la conquête de la France par les Capétiens, mais de façon plus récente. Pour la Catalogne et le pays Basque en particulier, ce furent plusieurs siècles



de répression, de tentatives désespérées pour briser la culture nationale, pour interdire l'usage de la langue — allant, à certaines époques, jusqu'à punir de mort le chant des hymnes nationaux. Seule la II^e République, de 1931 à 1939, tenta de reconnaître timidement le droit des nationalités et des cultures non castillanes en proclamant l'« Etat fédéral » et en reconnaissant les institutions représentatives des peuples basque et catalan. Le franquisme, bien entendu reprit la politique traditionnelle de castillanisation forcée, avec d'autant plus de force que les nationalistes catalans et basques, y compris dans ce dernier cas une grande partie du clergé, avaient combattu dans les rangs des républicains.

Dans ces conditions, il est naturel que les masses populaires des nationalités minoritaires, doublement exploitées comme travailleurs et comme minorités, subissent le plus durement la contrainte et soient aux premiers rangs de la résistance. Tel est le cas de la minorité francophone au Québec, de la population irlandaise en Ulster, comme des provinces colonisées de la France elle-même.

Cependant, cette situation ne va pas sans danger. Elle peut être utilisée par le pouvoir pour dissocier la résistance. D'un côté les militants nationalistes minoritaires risquent de s'isoler sur des positions chauvines, de sous-estimer la liaison nécessaire avec les forces prolétariennes de la nation dominante. De l'autre, ces forces elles-mêmes ne sont pas exemptes de chauvinisme et se reconnaissent d'abord difficilement dans un mouvement nationaliste dirigé contre leur « métropole ».

Les manifestations à Madrid et à Barcelone sont donc une grande victoire pour le mouvement nationaliste basque en même temps qu'elles témoignent d'une grande maturité politique du peuple espagnol. Comme dans tous les cas semblables, le mouvement nationaliste s'est heurté à la trahison objective de la bourgeoisie nationale assimilée. Un nationalisme

conséquent l'a conduit à remettre en cause le régime bourgeois, à poser ensemble la question de l'indépendance et la question du socialisme. Sur ce terrain, les mouvements pour l'indépendance nationale trouvent la voie de l'internationalisme prolétarien, de l'alliance avec toutes les forces révolutionnaires de la région et du monde.

... à la main du bourreau

C'est dans cette mesure que le procès de Burgos est une date importante, qui avance la fin du franquisme. L'ampleur des manifestations en Espagne, l'écho dans l'opinion publique — dont la presse bourgeoise elle-même a dû rendre compte — le rétablissement de l'état d'urgence et le renforcement visible de la répression constituent le coup le plus dur porté au régime depuis la fin de la guerre civile.

Cela ne veut pas dire que le régime va s'effondrer de lui-même, bien au contraire. Plus il est faible, isolé, plus il pourra faire de mal. Du moins la bataille qui se déroule en Espagne est-elle engagée dans une phase offensive, où les difficultés seront certes nombreuses encore, mais où l'issue ne peut plus être que l'épreuve décisive.

Dans une telle bataille, le développement des actions internationales est d'autant plus important que la situation internationale du régime espagnol est elle-même fragile. Plus que tout autre, un tel régime peut reculer sous la pression de l'opinion mondiale. Au moment où nous écrivons, le tribunal militaire de Burgos n'a pas achevé sa parodie de justice. Peut-être l'aura-t-il fait à l'heure où ces lignes seront lues. La mobilisation de toutes les forces populaires n'en sera que plus nécessaire pour arrêter la main du bourreau et pour soutenir la lutte du peuple espagnol et du peuple basque, dont dépend dans une large mesure l'avenir de toutes les luttes en Europe. □